



CANADA

Visite à Hong Kong

et au Japon

du Premier ministre

Brian Mulroney

Du 22 au 31 mai 1991

CANADA

日本

JAPON

HONG KONG

香港

Cahier de presse



Visite à Hong Kong

et au Japon

du Premier ministre

Brian Mulroney

Du 22 au 31 mai 1991

Cahier de presse



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*

Table des matières

Le Premier ministre Brian Mulroney	1
La secrétaire d'État aux Affaires extérieures Barbara McDougall	3
Visite à Hong Kong	
Survol de Hong Kong	7
Historique des relations entre le Canada et Hong Kong	8
Les relations bilatérales entre le Canada et Hong Kong	10
Les relations économiques entre le Canada et Hong Kong	11
L'immigration	13
Les relations culturelles entre le Canada et Hong Kong	14
Fiche documentaire sur Hong Kong	15
Visite au Japon	
Le Premier ministre Toshiki Kaifu	19
Le ministre des Affaires étrangères Taro Nakayama	21
La famille impériale	23
Les relations bilatérales entre le Canada et le Japon	24
Les relations économiques entre le Canada et le Japon	25
La coopération scientifique et technologique	28
Pacifique 2000	30
Les relations culturelles entre le Canada et le Japon	32
La nouvelle chancellerie du Canada à Tokyo	33
Fiche documentaire sur le Japon	35
Carte géographique du Japon	

Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.



Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.



**La secrétaire d'État
aux Affaires extérieures
Barbara McDougall**

M^{me} Barbara McDougall est née à Toronto en 1937 et elle a obtenu un baccalauréat ès arts avec spécialisation en sciences politiques et en économie à l'Université de Toronto. Elle est analyste financière agréée.

Elle a commencé sa carrière professionnelle dans une banque, en tant qu'analyste économique. Elle a ensuite été analyste de marchés et chroniqueuse financière dans les journaux et à la télévision. De 1964 à 1974, M^{me} McDougall a été analyste de placements spécialisée dans les produits forestiers, à Vancouver.

De 1974 à 1976, elle a exercé les fonctions de gestionnaire des placements et de 1976 à 1981, elle a été vice-présidente d'une compagnie d'opérations boursières. De 1982 jusqu'à son entrée en 1984 sur la scène politique fédérale, M^{me} McDougall a été directrice exécutive du Conseil canadien des analystes financiers et consultante en matière de finances et d'affaires gouvernementales.

M^{me} McDougall a été élue au Parlement pour la première fois en septembre 1984 dans la circonscription de St. Paul's, de Toronto. Elle a été réélue dans la même circonscription en novembre 1988.

Elle a été nommée ministre d'État aux Finances en septembre 1984 et en juin 1986, ministre d'État à la Privatisation et ministre responsable de la Condition féminine; en août de la même année, elle accédait au poste de ministre responsable des Affaires réglementaires.

En mars 1988, M^{me} McDougall a été nommée ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Elle a occupé cette fonction jusqu'à sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en avril 1991.



M^{me} McDougall a été présidente de la campagne de souscription de l'Armée du Salut, à Toronto, et elle a siégé au conseil d'administration d'organismes donnant des connaissances pratiques élémentaires et s'occupant de personnes âgées. Elle a aussi été conseillère bénévole à la prison provinciale des femmes de Oakhalla et vice-présidente de la Société Elizabeth Fry de Colombie-Britannique.



Survol de Hong Kong

Hong Kong a connu une réussite économique spectaculaire. Le gouvernement estime que son rôle consiste à faciliter le développement d'entreprises, et sa philosophie est axée sur un « non-interventionnisme positif ». La réglementation et les impôts sont réduits au strict minimum.

Hong Kong, dont les six millions d'habitants sont concentrés sur moins de 700 km² de la superficie totale de 1 074 km², a su exploiter sa situation géographique, le dynamisme de ses habitants, son système de transport et de communication ainsi que sa structure commerciale sans pareil. Cela lui a donné un taux de croissance de près de 10 % par année pendant les deux dernières décennies.

Le territoire de Hong Kong comprend l'île de Hong Kong, le territoire continental de Kowloon, qui a été cédé à la Chine, et les « nouveaux territoires », soit le reste de la péninsule montagneuse de Kowloon et diverses îles. Les « nouveaux territoires » et les îles adjacentes sont loués à la Chine.

Hong Kong a été fondé en 1841 par les Britanniques, qui y ont établi un comptoir commercial. Après 156 ans sous la tutelle britannique, le territoire reviendra à la Chine en 1997 et deviendra une région administrative spéciale de la République populaire de Chine. Cela a été décidé dans la Déclaration conjointe sino-britannique sur Hong Kong, signée en décembre 1984, et dans la Loi fondamentale adoptée par le Congrès national du peuple en avril 1990.

La constitution actuelle prévoit la nomination d'un gouverneur, d'un Conseil exécutif et d'un Conseil législatif. Ce dernier adopte les lois, tandis que le Conseil exécutif conseille le gouverneur en ce qui a trait à toutes les affaires administratives courantes.

Les membres des deux conseils sont, soit de hauts fonctionnaires, soit des représentants de la communauté sur place ou à l'étranger. Jusqu'ici, ils étaient nommés par le gouverneur, mais au cours de 1991, les membres du Conseil législatif seront élus pour la première fois au suffrage direct. La Charte des droits prévoit aussi une hausse du nombre de membres élus du Conseil législatif après 1997. Enfin, le dernier élément du gouvernement de Hong Kong est le Conseil urbain, qui compte 12 membres élus et 12 membres nommés.

L'économie de Hong Kong dépend presque entièrement du commerce. En 1988, les exportations atteignaient 75 milliards \$, soit plus de 85 % du Produit intérieur brut. Les principaux partenaires commerciaux de Hong Kong sont la Chine, les États-Unis, le Japon et l'Europe de l'Ouest. Hong Kong est le treizième marché d'exportation au monde et il n'est dépassé en Asie que par le Japon.

En 1989, ses importations se chiffraient à plus de 75 milliards \$. Hong Kong produit des vêtements et des accessoires, du matériel électrique et mécanique, des jouets, des jeux, du matériel de sport, des horloges et des montres. Il est, par ailleurs, l'une des plaques tournantes du monde dans le domaine des finances, de l'activité bancaire et de l'assurance.

Historique des relations entre le Canada et Hong Kong

Les liens entre le Canada et Hong Kong remontent à plus de 200 ans. Les relations initiales se faisaient surtout sur le plan de l'immigration et du commerce, mais elles ont pris avec le temps beaucoup d'ampleur, comme en témoignent aujourd'hui les nombreuses délégations officielles du Canada à Hong Kong. En effet, en plus du Commissariat du Canada, huit provinces ont un représentant à Hong Kong.

D'après des sources historiques, les premiers Chinois à venir au Canada sont les 70 ouvriers amenés en 1788 par le capitaine John Meares pour construire un comptoir commercial à Nootka Sound sur l'île de Vancouver. La ruée vers l'or de la rivière Fraser en Colombie-Britannique a aussi stimulé l'immigration; en 1860, on évaluait à 7 000 la population chinoise dans l'île de Vancouver et en Colombie-Britannique. Ce groupe a été suivi dans les années 1870 et 1880, par de jeunes hommes de la province de Guandong qui sont venus travailler à la construction des chemins de fer canadiens.

Les premiers Canadiens à se rendre à Hong Kong – des commerçants arrivés en bateaux à voiles, des missionnaires et des enseignants – y ont débarqué il y a plus de cent ans. Le Commissariat canadien à Hong Kong a été mis sur pied en 1928, un an seulement après l'inauguration de la mission diplomatique du Canada à Washington.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, plus de 550 Canadiens ont donné leur vie pour la défense de Hong Kong. Tous les ans, en décembre, une cérémonie se déroule à Sai Wan en leur mémoire. Aujourd'hui, on évalue à plus de 35 000 le nombre de Canadiens qui vivent sur ce territoire, sans tenir compte du nombre croissant de visiteurs canadiens qui s'y rendent chaque année.

Comme l'attestent les statistiques, les liens familiaux entre Hong Kong et le Canada continuent de se multiplier. Durant les quatre dernières années, plus de 90 000 visas d'immigrant ont été délivrés à des ressortissants de Hong Kong. Un néo-Canadien sur sept vient de Hong Kong.

Les liens universitaires entre Hong Kong et le Canada sont très solides. Depuis plus d'un demi-siècle, des chefs politiques et des chefs d'entreprises de Hong Kong font leurs études dans des universités canadiennes.

En 1990, le Canada est encore la destination privilégiée des étudiants de Hong Kong désireux d'entreprendre des études supérieures. Il y a à l'heure actuelle, plus de 14 000 étudiants de Hong Kong inscrits dans des universités et écoles canadiennes; ils représentent le quart de tous les étudiants étrangers au Canada.

On estime à plus de 80 000 le nombre de diplômés d'universités canadiennes vivant actuellement à Hong Kong. Il existe là-bas 14 associations canadiennes d'anciens élèves, et un organisme qui les chapeaute, l'Association des universités et collèges du Canada. De plus, certaines écoles secondaires de Hong Kong ont adopté des programmes d'études approuvés par le ministère de l'Éducation de diverses provinces canadiennes.

Fondée en 1977, la Chambre de commerce du Canada à Hong Kong compte plus de 950 membres et elle est la plus grosse à l'extérieur du Canada. L'an dernier, elle a organisé une centaine d'activités et elle publie à tous les deux mois le magazine *Canada Hong Kong Business*, qui tire à plus de 7 000 exemplaires.

Au Canada, l'Association des gens d'affaires du Canada et de Hong Kong regroupe plus de 3 000 membres, répartis dans onze sections un peu partout au Canada. Cette association commerciale, constituée en 1985, est celle qui connaît la croissance la plus rapide au pays.

Le Canadian Club de Hong Kong, dont la fondation remonte à 1949, réunit pour sa part plus de 425 familles. Le club organise des activités sociales, et il appuie depuis toujours les oeuvres de bienfaisance locales. En 1989, il a versé au-delà de 200 000 \$ à plusieurs organismes caritatifs de Hong Kong.

Les relations bilatérales entre le Canada et Hong Kong

Le Canada et Hong Kong entretiennent de bonnes relations. Le Canada est perçu comme un ami qui contribue à restaurer la confiance dans l'avenir de ce territoire. Depuis quatre ans, Hong Kong constitue la principale source d'immigrants du Canada (plus de 28 000 se sont établis au Canada en 1990).

L'histoire, le commerce et les liens familiaux ont tissé des relations solides entre le Canada et Hong Kong qui profitent à l'un et à l'autre. La position du Canada a été renforcée en mai et en novembre 1990, lors de la visite du gouverneur de Hong Kong, puis de celle du secrétaire en chef, et au cours des visites effectuées par de nombreux ministres canadiens à Hong Kong.

Hong Kong est le cinquième partenaire commercial du Canada en Asie. En 1990, la valeur du commerce bilatéral s'élevait à 1,7 milliard \$. En 1989, Hong Kong représentait le douzième marché du Canada, alors que le Canada était en importance le sixième client de Hong Kong.

Hong Kong constitue une importante source d'investissements pour le Canada. On estime que plus de 4 milliards \$ ont été investis au Canada, en grande partie à cause du mouvement d'immigration. Les investisseurs immobiliers de Hong Kong qui investissent à distance, pourraient très bien attirer une deuxième vague d'investisseurs du domaine de l'industrie, grâce à leurs capitaux élevés et à leurs relations à Hong Kong.

Le Canada est favorable au maintien de l'autonomie de Hong Kong, tel que prévu dans la Déclaration conjointe sino-britannique de 1984 sur Hong Kong et dans la Loi fondamentale promulguée en avril 1990 par le Congrès national du peuple.

La répression exercée par les autorités chinoises contre les manifestants de la Place Tien an Men en juin 1989 montre qu'il n'est pas certain que la Déclaration garantira la prospérité de Hong Kong. Cette répression a aussi entraîné un effritement de la confiance des résidents du territoire envers les accords portant sur l'après-1997.

La clé de l'avenir de Hong Kong réside dans un processus de négociations bilatérales sur l'évolution de la situation du territoire qui servira à établir la confiance; dans un plus grand contrôle des citoyens de Hong Kong sur leurs affaires et dans la volonté de la Chine de poursuivre sa politique d'ouverture sur le monde.

À cette fin, le Canada continue de poursuivre ses mesures destinées à établir la confiance, à compléter les efforts des autres pays et à assurer un avenir stable et prospère à Hong Kong. Ces mesures visent surtout à maintenir les liens informels qui se sont tissés entre le Canada et Hong Kong et se sont traduits par plusieurs accords (sur l'entraide juridique, la protection des investissements, l'atmosphère, la coproduction de films, etc.) susceptibles de se prolonger au-delà de 1997.

On envisage également de créer un programme d'échanges afin de faire connaître aux jeunes dirigeants la réglementation canadienne des institutions financières, de la radiodiffusion et du transport.

Les relations économiques entre le Canada et Hong Kong

Les relations économiques entre le Canada et Hong Kong deviennent chaque jour plus complexes. Les échanges commerciaux et les investissements se multiplient au bénéfice des deux partenaires.

En 1990, la valeur du commerce bilatéral s'élevait à 1,7 milliard \$, et Hong Kong enregistrait un surplus de quelque 400 millions \$. En 1989, le territoire représentait le douzième marché du Canada, alors que le Canada était en importance le sixième client de Hong Kong.

Parmi les principales exportations canadiennes vers Hong Kong, on compte les métaux précieux, le matériel électrique, le papier, les produits en aluminium, le plastique et le matériel mécanique. Les principales exportations de Hong Kong vers le Canada comprennent les vêtements et accessoires, le matériel électrique et mécanique, les jouets, les jeux, le matériel de sport, les horloges et les montres.

Hong Kong constitue une importante source d'investissements pour le Canada. On estime que plus de 4 milliards \$ ont été investis au Canada en 1990, ce qui est relié en grande partie aux mouvements d'immigration. Les investissements effectués par Hong Kong sont concentrés dans les domaines de l'électronique, des textiles, des télécommunications, du plastique et de l'immobilier.

L'Association des gens d'affaires du Canada et de Hong Kong, créée en 1985, possède onze sections, d'un bout à l'autre du pays, et elle compte plus de 3 000 membres. Dans sa catégorie, c'est l'organisation commerciale dont le rythme de croissance est le plus rapide au Canada.

Le Canada investit depuis plusieurs années dans l'économie de Hong Kong, directement ou indirectement. Les liens commerciaux avec ce territoire, se traduisent par la présence à Hong Kong de plus de 75 sociétés, de sept banques à charte canadiennes et de plusieurs compagnies d'assurance et autres établissements financiers.

C'est à Hong Kong que se trouve le siège social de quelques-unes des plus importantes sociétés canadiennes implantées en Asie, telles que Northern Telecom, Alcan, Semi-Tech et Mitel. Plus du tiers des polices d'assurance-vie dans le territoire sont souscrites auprès de compagnies canadiennes. ManuVie est d'ailleurs l'un des plus importants employeurs à Hong Kong. Les entreprises canadiennes envisagent également de participer au développement du nouveau port et du nouvel aéroport.

La Chambre de commerce du Canada à Hong Kong, créée en 1977, compte plus de 950 membres et elle est la plus importante à l'étranger. En 1990, elle a organisé plus de 100 activités et elle publie à tous les deux mois le magazine *Canada Hong Kong Business*, dont le tirage s'élève à plus de 7 000 exemplaires.

Le Canada croit en l'avenir de Hong Kong et veut continuer de faire affaires avec ce territoire en qui il voit la porte de la Chine et du reste de l'Asie.

Échanges bilatéraux entre le Canada et Hong Kong
(en milliers \$CAN)

Exportations

HS Description	1988	1989	1990
71 Perles, pierres précieuses, métaux	432 711	590 002	264 275
99 Transactions confidentielles ou particulières	137 754	106 331	62 822
85 Matériel électrique	40 876	50 081	40 959
48 Papier et carton	44 720	46 825	37 688
39 Plastique et articles en plastique	46 044	39 926	29 497
76 Aluminium et produits d'aluminium	44 961	43 958	23 782
24 Tabac			23 936
12 Graines d'oléagineux	20 324	15 835	23 682
84 Matériel mécanique	29 217	23 280	15 000
55 Fibre courte	7 828	13 556	14 828
Toutes les catégories (Harmonic system 1-99)	<u>986 827</u>	<u>1 049 927</u>	<u>680 223</u>

Importations

62 Vêtements	203 655	228 106	226 600
61 Vêtements tricotés	208 628	223 005	203 057
85 Équipement électrique	175 277	171 533	159 990
84 Équipement mécanique	83 100	82 288	65 200
91 Horloges, montres et pièces	57 414	55 969	42 100
95 Jouets, jeux, équipement de sport	70 061	44 708	30 350
71 Perles, pierres précieuses, métaux	30 815	36 997	25 830
52 Coton	33 208	33 806	24 300
90 Matériel optique de précision	28 511	28 574	21 500
39 Plastique et articles en plastique	29 673	27 488	19 767
Toutes les catégories (Harmonic system 1-99)	<u>1 152 084</u>	<u>1 160 725</u>	<u>1 058 776</u>
Échanges bilatéraux	2 138 911	2 210 652	1 738 999
Balance	-165 257	-110 798	-378 553

L'immigration

Le Canada accueille depuis longtemps des immigrants en provenance de Hong Kong et de la Chine méridionale, ce qui lui a permis de nouer avec cette région de solides relations qui sont un facteur constructif de changement et un élément de croissance important.

Les premiers immigrants en provenance de Hong Kong ont commencé à arriver au Canada au milieu du siècle dernier, mais ce n'est qu'à compter des années 1960, après que le Canada eut adopté des politiques de sélection à caractère universel et non discriminatoire, que le nombre d'immigrants en provenance de Hong Kong a connu une augmentation substantielle (1960-1969 : 37 092; 1970-1979 : 82 983; 1980-1989 : 105 908).

En 1990, plus de 28 000 résidents de Hong Kong sont arrivées au Canada. La répartition par catégorie révèle que 44 % étaient des personnes seules, 23 % des gens d'affaires, 28 % des personnes dans la catégorie de la famille et des parents aidés, et 5 % des retraités. Le Canada a accueilli 19 908 immigrants de Hong Kong en 1989, et 22 836 en 1988.

La politique du Canada en matière d'immigration se fonde sur le principe de la non-discrimination, de la réunion des familles, de l'aide humanitaire aux réfugiés et du soutien de ses objectifs démographiques. Elle privilégie la sélection des immigrants les plus aptes à s'adapter au Canada, et à contribuer à son développement économique et social.

Les ressortissants de Hong Kong représentaient, en 1990, 13,6 % des 212 166 nouveaux immigrants accueillis au Canada. Venaient ensuite les immigrants polonais (7,8 %, ou 16 492 personnes), libanais (5,8 %, ou 12 407 personnes), philippins (5,6 %, ou 11 950 personnes) et indiens (5 %, ou 10 579 personnes).

En plus de son programme d'immigration, le Canada accueille des « boat people » – des réfugiés du sud-est asiatique – qui se sont réfugiés à Hong Kong; il en a reçu ces dernières années pas moins de 1 800 par année. Doté lui-même d'un des principaux programmes de réinstallation de réfugiés au monde, le Canada est à même de comprendre les difficultés éprouvées par Hong Kong face au très grand nombre de boat people qui y cherchent refuge chaque année.

Par l'entremise du Plan d'action global adopté en juin dernier à Genève à la Conférence internationale sur les réfugiés indochinois, le Canada a contribué aux efforts internationaux visant à apporter des solutions durables à la situation de tous les demandeurs d'asile de la région, incluant ceux qui se trouvent à Hong Kong.

Les relations culturelles entre le Canada et Hong Kong

Les relations culturelles entre le Canada et Hong Kong se sont étendues depuis quelques années à une vaste gamme d'activités culturelles et universitaires.

Hong Kong est, après Tokyo, la ville asiatique qui reçoit le plus grand nombre de groupes culturels canadiens. Ces deux dernières années seulement, le nombre de spectacles donnés par des artistes canadiens à Hong Kong est passé en moyenne de six par année à deux par mois. Il s'agit de troupes de danse, de corps de cornemuseurs, de pianistes et de guitaristes, de quatuors de jazz, de mimes, de marionnettistes et de groupes pop. Au Canada, la communauté sino-canadienne apporte une contribution essentielle à la culture canadienne.

En raison de ces liens culturels étroits, et étant donné la grande popularité à Hong Kong des réalisations culturelles canadiennes – comme des émissions de télévision ou les films pour enfants de Roch Demers, – le Canada et Hong Kong en sont venus à vouloir conclure un accord de production cinématographique et audiovisuelle. Celui-ci pourrait faire partie d'un plus large protocole d'entente sur la culture. Un certain nombre de producteurs de Hong Kong ont déjà des intérêts dans des maisons de production canadiennes, et les deux industries désirent vivement collaborer davantage.

Le « Festival Canada 1991 » viendra renforcer encore davantage les liens entre le Canada et Hong Kong. Il s'agit d'une quarantaine d'activités culturelles, universitaires, sportives, sociales et d'affaires centrées sur le thème « Le Canada et Hong Kong : des amis hier, aujourd'hui et demain ». Ce festival se déroulera du 9 juin au 1^{er} juillet. Il sera suivi en 1992 d'un festival sur Hong Kong qui aura lieu au Canada.

Fiche documentaire sur Hong Kong

Généralités

Superficie	1 074 km ²
Population	5,81 millions (1989)
Capitale	Victoria (appelée aussi Hong Kong)
Langue	L'anglais est la langue du gouvernement et du commerce. Le cantonais est le dialecte chinois le plus répandu.

Politique

Type de gouvernement	Colonie britannique administrée par un gouverneur nommé, un Conseil exécutif nommé et un Conseil législatif comprenant des membres élus.
----------------------	--

Les gouvernements britannique et chinois sont convenus en septembre 1984 que Hong Kong retomberait sous l'autorité de la Chine à compter de 1997. Hong Kong deviendra une Région administrative spéciale et conservera son système économique actuel pendant 50 ans.

Chef de l'État	Le gouverneur, Sir David Wilson
----------------	---------------------------------

Indicateurs économiques

Taux officiel d'inflation	10,1 % (1989)
Taux de chômage	1,4 % (1989)
PIB	85,3 milliards \$US (1989)
Dette extérieure	1,1 milliard \$US (1986)
Revenu par habitant	11 351 \$US (1988)
Croissance moyenne réelle du PIB	7,8 % (1987-1989)
Taux de change	1 \$CAN = 6,75 \$ HGK.

Principaux partenaires économiques (1988)

Exportations totales : 74,7 milliards \$CAN

1. États-Unis
2. Chine
3. Allemagne
4. Royaume-Uni
5. Japon
6. Canada

Importations totales : 75,4 milliards \$CAN

1. Chine
2. Japon
3. Taïwan
4. États-Unis
5. République de Corée
6. Singapour
21. Canada

Échanges avec le Canada (en millions \$ CAN)

	1986	1987	1988	1989	1990
Importations du Canada	333,4	491,0	1 004,3	1 049,9	680,2
Exportations au Canada	1 002,8	1 097,6	1 153,4	1 160,7	1 058,0
Balance	-669,4	-606,6	-149,1	-110,8	-378,5

*Principales importations en provenance
du Canada (1990)*

Métaux précieux, etc.
Transactions spéciales, dont les pièces d'or
Matériel électrique
Papier et carton
Aluminium et produits en aluminium
Plastique et articles en plastique
Matériel mécanique

*Principales exportations à destination
du Canada (1990)*

Vêtements et accessoires
Pièces d'équipement électrique
Chaudières et pièces
Jouets, jeux et équipement de sport
Horloges, montres et pièces

Principaux débouchés pour les entreprises canadiennes

1. Produits chimiques et pétrochimiques, matériel et service
2. Matériel et technologie de transport
3. Produits forestiers, matériel et services
4. Mines, métaux, produits minéraux, services
5. Produits et services destinés au consommateur

Délégation canadienne

Le commissaire canadien est M. John Higginbotham.
Le premier délégué commercial est M. Colin Russel.

Visite au Japon

Le Premier ministre Toshiki Kaifu

M. Toshiki Kaifu est né le 2 janvier 1931 dans la préfecture d'Aichi, à l'ouest de Tokyo. Il a étudié le droit à l'université Waseda, à Tokyo, où il a obtenu sa licence en 1954.

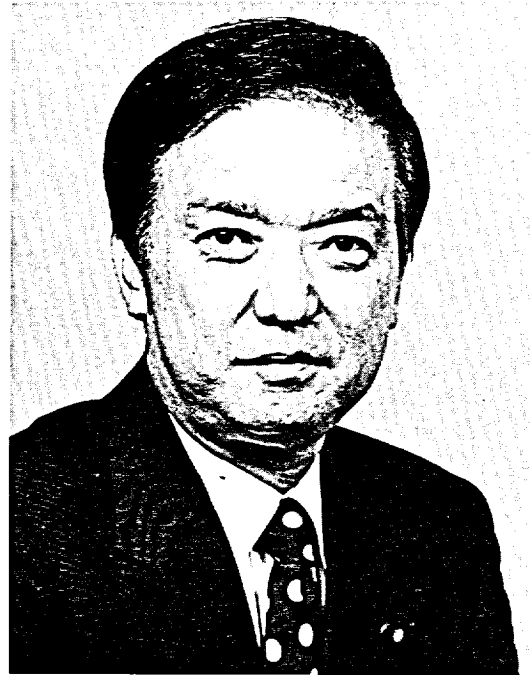
Après avoir travaillé auprès d'un membre de la Diète, M. Kaifu s'est fait élire pour la première fois à la Chambre basse en 1960. Il a siégé à la Diète pendant onze mandats consécutifs.

Au début des années soixante, il a dirigé l'aile étudiante du Parti libéral démocrate (PLD). Il est membre de la faction Komoto du PLD.

En 1966, M. Kaifu a été nommé ministre adjoint du Travail. Il est entré au gouvernement en 1974, en tant que chef adjoint du secrétariat du cabinet Miki. En 1976, il est devenu ministre de l'Éducation dans le cabinet de M. Fukuda, poste qu'il a retrouvé en 1985 dans le cabinet Nakasone. M. Kaifu a été élu Premier ministre le 9 août 1989.

Le Premier ministre Kaifu a visité le Canada en septembre 1989 et a depuis rencontré le Premier ministre Mulroney à plusieurs reprises, notamment au sommet de Houston en juillet dernier et au sommet mondial pour les enfants, à New York, en septembre 1990.

M. Kaifu est marié à Sachiyo Kaifu et ils ont deux enfants.





Le ministre des Affaires étrangères Taro Nakayama

Le docteur Taro Nakayama est né le 27 août 1924 et a fait ses études au Collège de médecine d'Osaka, où il a obtenu un doctorat en pédiatrie.

Élu pour la première fois à la Chambre haute de la Diète en 1968, il y siégera pendant trois mandats consécutifs de six ans. De 1983 à 1985, il a siégé au Comité des affaires étrangères de la Chambre des conseillers. Il a obtenu un siège à la Chambre des représentants lors des élections de 1985.

Le D^r Nakayama avait auparavant exercé des fonctions ministérielles comme chef de l'Agence de gestion et de coordination et occupé divers postes au sein du PLD, dont ceux de président du Comité des finances et de président du Comité des règlements et de l'administration de la Chambre haute.

Il a été nommé ministre des Affaires étrangères en août 1989.

Le D^r Nakayama et son épouse, Hanako, ont deux fils.





La famille impériale

Le rôle de l'empereur

L'empereur joue le rôle juridique prévu dans la Constitution, qui consiste à être le « symbole de l'État et de l'unité du peuple ». Ses fonctions ont plutôt un caractère symbolique et cérémonial. Dans toute autre question, l'empereur est tenu de prendre conseil auprès du cabinet et d'obtenir son approbation.

L'empereur remplit aussi certaines fonctions religieuses considérées comme des cérémonies familiales, qui ne font pas partie de ses responsabilités constitutionnelles et où ne sont admis que les membres de son entourage.

L'empereur et l'impératrice du Japon

Le nouvel empereur du Japon a accédé au trône aussitôt après le décès de son père, l'empereur Hirohito, à 6 h 33 le samedi 7 janvier 1989. Ce jour-là, à minuit, l'ère Showa a pris fin et l'on a entamé l'ère « Heisei » (ère de la réalisation de la paix). La cérémonie d'accession au trône a eu lieu à Tokyo le 12 novembre 1990 en présence de dignitaires du monde entier, dont le gouverneur général et M^{me} Ray Hnatyshyn.

L'empereur Akihito est né à Tokyo le 23 décembre 1933. Après avoir obtenu son diplôme de la Gakushuin High School en 1952, il a étudié les sciences politiques et économiques à l'université Gakushuin de Tokyo jusqu'en 1956.

L'empereur a atteint sa majorité en 1952 et a alors assumé les responsabilités de prince héritier. Il a par la suite rempli de plus en plus de fonctions de représentation au pays et à l'étranger. Il a, par exemple, représenté son père au couronnement de la reine Elizabeth; en route vers Londres, il a traversé le Canada en train et effectué des visites officielles à Victoria, Vancouver, Toronto, Ottawa et Montréal.

Le prince héritier s'est rendu dans quarante et un pays du monde, y compris en Europe de l'Est. Il a été président honoraire d'une multitude d'associations et de réunions, notamment de la Société internationale sur la statistique, du Conseil scientifique du Pacifique, des Jeux internationaux pour handicapés et de l'Exposition marine d'Okinawa.

Compte tenu de l'intérêt de son père pour la biologie marine, il n'est pas étonnant que l'empereur ait développé dès son jeune âge les mêmes intérêts et qu'il soit devenu un expert reconnu d'un petit poisson carnivore, le gobie du Japon. Il a publié plus de vingt articles sur le sujet dans la revue de la société japonaise d'ichtyologie, dont il est membre. L'étendue de ses connaissances lui a valu d'être admis à la Linnean Society of London en 1980 et, en 1983, il a été nommé agrégé de recherches au musée d'Australie, à Sydney.

Le 10 avril 1959, le prince héritier a épousé Michiko Shoda, fille aînée d'un important homme d'affaires japonais. L'impératrice Michiko est née à Tokyo le 20 octobre 1934. Elle a obtenu son diplôme de la Sacred Heart Women's University en 1957.

L'empereur et l'impératrice ont créé un précédent en élevant eux-mêmes leurs trois enfants. Le prince héritier Naruhito, le prince Fumihito, et la princesse Sayako, âgés respectivement de 31, 25 et 22 ans, ont donc grandi au sein de leur famille. Les deux fils, actuellement deuxième et troisième dans la ligne de succession, ont étudié à Oxford.

Les relations bilatérales entre le Canada et le Japon

Depuis quelques années, les relations canado-japonaises se développent rapidement dans un grand nombre de domaines. Les échanges commerciaux entre nos deux pays s'accroissent et se diversifient. Les investissements augmentent et les liens politiques et culturels se multiplient. Le Canada et le Japon se sont rendu compte de l'importance qu'ils avaient l'un pour l'autre sur les plans bilatéral, régional et mondial.

Plus de 22 mécanismes consultatifs témoignent de l'ampleur et de la diversité des relations canado-japonaises. Ces mécanismes ont facilité un resserrement des liens dans les domaines politique, économique et culturel.

Le Premier ministre Mulroney se rendra au Japon en mai 1991 pour y rencontrer le Premier ministre Kaifu et inaugurer la nouvelle ambassade du Canada, symbole de la valeur que nous attachons aux relations entre les deux pays.

Les investissements japonais directs cumulatifs au Canada atteignent maintenant les 4,4 milliards \$. Ils sont concentrés dans les secteurs des pâtes et papiers, de l'automobile et de l'hôtellerie. Les liens aériens entre les deux pays se multiplient, et quelque 470 000 touristes japonais ont visité le Canada l'an dernier. Le portefeuille d'investissement japonais au Canada se chiffre actuellement à plus de 44 milliards \$ dont plus de la moitié en obligations du gouvernement canadien.

Le Canada et le Japon collaborent dans le domaine de la haute technologie. Une étude de la complémentarité des deux pays en sciences et en technologie menée par le conseil des sciences du Canada et celui du Japon a défini dans quels secteurs clés il faudrait accroître la coopération en priorité.

Le lancement du programme Pacifique 2000, qui s'inscrit dans la stratégie gouvernementale « Horizon le monde », donne une impulsion supplémentaire aux relations canado-japonaises. Pacifique 2000 comprend une série d'initiatives visant à permettre aux Canadiens de se tailler une place sur le marché dynamique de l'Asie-Pacifique.

Ces initiatives consistent, par exemple, à favoriser l'expansion du commerce dans des secteurs clés, à mener des projets communs en recherche scientifique, à appuyer financièrement la création d'instituts de langues et l'établissement de bureaux commerciaux dans la région du Pacifique, notamment au Japon.

Les relations économiques entre le Canada et le Japon

Les relations économiques entre le Canada et le Japon se sont très fortement développées au cours des dernières années. Les échanges ont plus que doublé depuis 1985, et leur composition s'est diversifiée. Les exportations de biens manufacturés canadiens, surtout dans certains secteurs précis, s'accroissent sans cesse. Les investissements japonais deviennent plus importants, et le nombre de touristes japonais a fortement augmenté.

Commerce

Le Japon est la deuxième puissance économique du monde et la troisième nation commerçante. Il est le deuxième partenaire commercial du Canada après les États-Unis. De son côté, le Canada est le huitième partenaire commercial du Japon et la valeur des échanges entre les deux pays a atteint 17,7 milliards \$ en 1990.

En 1990, la valeur des exportations canadiennes au Japon, principalement des produits énergétiques, forestiers, miniers et agricoles et des produits de la pêche, s'est élevée à 8,2 milliards \$.

Le Canada a importé du Japon pour 9,5 milliards \$ de marchandises en 1990. Les véhicules et pièces automobiles représentaient plus du tiers de ces importations; elles comprenaient aussi du matériel de télécommunications, des ordinateurs et des instruments de précision.

Les principaux objectifs du programme d'expansion commerciale et industrielle du Canada avec le Japon sont les suivants :

1. protéger et accroître la part du marché canadien de produits provenant de ressources naturelles;
2. accroître les ventes de produits canadiens à valeur ajoutée et entièrement finis;
3. donner à l'industrie canadienne des moyens d'accès aux technologies japonaises de production et de fabrication pour qu'elle les mette immédiatement en application et améliore ainsi sa compétitivité;
4. stimuler les investissements japonais dans le secteur manufacturier du Canada.

À part les efforts concertés de sociétés canadiennes individuelles, de nombreux mécanismes ont été mis en place en vue d'atteindre ces objectifs. Des associations commerciales, des établissements d'enseignement supérieur et des fondations, des gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral, guidés par Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, s'intéressent davantage à la région du Pacifique, et plus particulièrement au Japon. Le programme de 65 millions \$ du gouvernement fédéral, - Pacifique 2000 - témoigne bien de l'engagement du Canada.

Au cours de 1991-1992, les efforts de commercialisation porteront sur les secteurs suivants :

- l'agriculture, les produits alimentaires et les services
- les produits de technologie de pointe
- la pêche, les produits de la mer et les services
- les réseaux et le matériel de transport et leurs éléments
- les produits forestiers, le matériel d'exploitation et les services
- les produits de consommation
- le tourisme
- les investissements

En plus de faire de la promotion, on met l'accent, au niveau politique, sur un accès bilatéral aux marchés, par l'entremise des Négociations de commerce multilatérales de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (NCM du GATT).

Produits manufacturés

Les exportations de produits manufacturés canadiens sont toujours florissantes au Japon, notamment grâce à l'ouverture de nombreux nouveaux secteurs de marché. La valeur des exportations a dépassé 1,3 milliard \$ en 1990, comparativement à 393 millions \$ en 1980.

S'y ajoutaient une valeur de 800 millions \$ en produits manufacturés canadiens vendus aux sociétés japonaises établies en Amérique du Nord et 100 millions \$ en revenus provenant de l'octroi de licences au Japon.

Les exportations canadiennes de produits manufacturés au Japon ont toujours été réparties sous plusieurs créneaux. Parmi les produits ou secteurs qui ont connu récemment une forte expansion se trouvent les suivants : circuits intégrés, pièces et roues d'automobiles, hélicoptères, instruments optiques, bateaux et équipement de sports nautiques, matériel d'exploitation forestière, produits chimiques spéciaux, matériel de transmission de données, produits pétrochimiques, logiciels, presses à injection, aéronefs et matériel de télécommunication de défense.

Investissements

Les investissements directs du Japon au Canada continuent de s'accroître. En 1990, les investissements directs cumulatifs du Japon au Canada atteignaient près de 4,4 milliards \$, soit plus du double de ce qu'ils étaient en 1985. De 1980 à 1990, le Japon est passé du huitième au troisième rang des pays investisseurs au Canada, après les États-Unis et le Royaume-Uni.

Bien que les États-Unis restent sans conteste le plus gros investisseur au Canada, ils ont dégagé, entre 1980 et 1990, des investissements d'une valeur de 7,4 milliards \$. Par contre, il y a eu pendant la même période, une entrée nette de capitaux japonais de 3,1 milliards \$.

Le type des investissements japonais a aussi évolué. En 1980, 42 % de la valeur des investissements totaux du Japon se trouvaient dans le commerce de détail, la fabrication n'occupant, avec 26 %, qu'une lointaine deuxième place. En 1988, la part de la fabrication était passée à 28 %, l'exploitation minière et pétrolière occupant la deuxième place avec 27 %, et le commerce de détail venant bon troisième avec 24 %. En 1990, ce classement relatif des investissements par secteur était resté le même.

Actuellement, les investissements japonais au Canada sont concentrés dans les trois secteurs suivants : pâtes et papier, automobile et exploitation minière (y compris le pétrole). Au total, quelque 45 000 Canadiens travaillent dans des filiales de sociétés japonaises.

Le Canada fait bon accueil aux investissements japonais, puisqu'ils sont synonymes non seulement de ressources financières et de possibilités d'emploi mais aussi de transfert de technologies, de compétences en gestion et de réseaux de commercialisation, éléments qui ne peuvent qu'améliorer la compétitivité des entreprises canadiennes. C'est également un moyen important d'aider le développement régional. Le programme de développement des investissements a pour mission d'attirer au Canada des investissements bénéfiques au niveau de la valeur ajoutée.

Tourisme

Le tourisme représente une importante activité économique entre le Canada et le Japon. Les liens aériens entre les deux pays se multiplient, et le nombre de touristes japonais au Canada a dépassé les 470 000 l'année passée. On estime qu'en 1990, les visiteurs Japonais ont dépensé au Canada environ 314 millions \$, sans compter le prix du billet d'avion.

Les Japonais se trouvent maintenant au second rang des touristes d'outre-mer à venir au Canada, après ceux du Royaume-Uni. On estime d'autre part que 50 000 Canadiens sont allés en voyage au Japon.

La coopération scientifique et technologique

Les relations Canada – Japon dans le domaine de la science et de la technologie se sont intensifiées au cours des dernières années. C'est à la suite des recommandations de l'Étude sur la complémentarité, commandée conjointement en 1986 par le Premier ministre Mulroney et l'ancien Premier ministre Takeshita, qu'elles ont pris de l'ampleur. La création du Fonds japonais pour la science et la technologie est une mesure importante qui en a découlé.

La coopération scientifique et technologique entre les deux gouvernements date du début des années soixante-dix, et se fait en vertu de l'Accord de coopération scientifique et technologique, signé en 1986 entre le Canada et le Japon. Cet accord comprend environ 85 projets, allant de l'échange d'information à une collaboration à long terme entre organismes dans des recherches communes, à des échanges de chercheurs et une utilisation commune d'installations.

Parmi les initiatives récentes, tant bilatérales que multilatérales, il faut noter l'Étude canado-japonaise sur la complémentarité scientifique et technologique, le Programme scientifique sur les frontières de l'humain dirigé par le Japon et le Groupe canado-japonais de l'espace.

L'Étude sur la complémentarité a identifié des secteurs prioritaires de collaboration, soit les domaines de l'espace, de la biotechnologie et de la biotechnique ainsi que de l'environnement. Cette étude a ouvert des horizons nouveaux dans nos relations scientifiques bilatérales.

Par suite de cette étude, le Canada a créé en 1989 le Fonds japonais pour la science et la technologie (FJST). Ce fonds dispose d'un montant de 25 millions \$ pour une période de cinq ans et il vise à promouvoir la collaboration scientifique et technologique et à créer des partenariats stratégiques dans de nombreux secteurs prioritaires sur le plan

national. La création du FJST, composante principale de la stratégie Pacifique 2000, indique clairement que le Canada s'efforce d'intensifier et d'élargir sa collaboration avec le Japon.

L'un des projets financés par le FJST permettra à des étudiants canadiens en sciences et en génie de faire des stages dans des entreprises japonaises. Ce Programme coopératif de placement étudiant permettra de constituer une réserve de jeunes scientifiques et ingénieurs canadiens qui auront une expérience concrète des pratiques industrielles et du milieu de la recherche au Japon. Plusieurs projets en recherche et développement émanant du secteur privé ont aussi reçu un appui financier du FJST.

À la suite d'une proposition du Canada, l'Étude sur la complémentarité a aussi contribué à la création, en 1989, du Groupe de l'espace, composé de représentants des secteurs public et privé des deux pays. C'est dans le domaine de l'espace que la collaboration entre le Canada et le Japon est la plus importante et la plus poussée.

Des recherches sont en cours sur l'observation de la Terre, la micro-gravité, la science des relations Soleil-Terre et l'astronomie spatiale. On se penche également sur d'autres projets, dont les communications spatiales et les sciences de la vie.

Le resserrement des liens entre le Canada et le Japon dans le domaine technologique se fait également grâce à une entente de coopération industrielle conclue entre le ministère japonais de l'Industrie et du Commerce extérieur et Industrie, Sciences et Technologie Canada. Cette entente a pour but de susciter des co-entreprises, des accords de licence, de la recherche et du développement conjoints et des investissements bilatéraux entre les secteurs privés des deux pays. Le Programme d'apports technologiques a aidé des petites et moyennes entreprises canadiennes à connaître la technologie internationale et à l'intégrer.

Le Livre blanc sur les sciences et la technologie, publié par le Japon en 1988, préconisait deux changements d'orientation essentiels : une augmentation rapide des dépenses de recherche fondamentale et l'« internationalisation » des sciences et de la technologie japonaises. Le pourcentage que le Japon consacre à la recherche et au développement par rapport à son Produit intérieur brut dépasse maintenant celui des États-Unis (3,19 % contre 3,06 %). De plus, les Japonais déposent le plus grand nombre de demandes de brevets d'invention au monde.

Le Programme scientifique sur les frontières de l'humain est une preuve évidente de l'importance qu'accorde désormais le Japon à la recherche fondamentale et à la collaboration internationale en matière de sciences et de technologie. Cette collaboration se fera d'abord en biologie moléculaire et neurobiologique. Le Canada a pleinement appuyé la création de ce Programme dont le secrétariat se situe à Strasbourg, en France et il a joué un rôle de premier plan dans le développement de sa structure et de sa mise en vigueur.

Le Canada reconnaît l'importance des sciences et de la technologie dans ses relations bilatérales avec le Japon. Il importe donc de viser avant tout une amélioration des liens scientifiques et technologiques avec le Japon, et une participation accrue du secteur privé.

Pacifique 2000

En 1989, le gouvernement du Canada a annoncé une nouvelle stratégie pour consolider la position du Canada dans la région Asie-Pacifique. Appelée « Pacifique 2000 », cette stratégie porte sur le commerce international, les sciences et la technologie ainsi que sur les investissements. Elle vise à mieux refléter les priorités économiques du Canada et les intérêts de l'industrie canadienne. Elle est axée sur le Japon, puissance économique dominante dans la région.

La somme totale allouée en 1989 à Pacifique 2000, s'élève à 65 millions \$ sur une période de cinq ans. Cette stratégie compte quatre volets :

1. la Stratégie commerciale pour le Pacifique, qui appuie des activités de promotion du commerce dans des secteurs clés, encourage la création de liens stratégiques entre les entreprises et élargira la représentation commerciale du Canada dans la région.

Des fonds ont été alloués à la fabrication de produits et à l'exportation de viande rouge au Japon. En outre, des fonds seront affectés pour accroître la présence du Canada dans l'archipel nippon.

2. le Fonds pour l'apprentissage des langues et des réalités asiatiques appuie des programmes ayant pour but de créer des établissements de formation linguistique, de faciliter l'élaboration de programmes d'études, de favoriser l'apprentissage des langues asiatiques et d'encourager la formation d'enseignants au Canada.

À cette fin, deux grands centres ont été mis sur pied à Toronto et à Vancouver et la Fondation Asie-Pacifique (FAP) administre un grand nombre de ces programmes. Elle compte financer l'élaboration d'un programme d'études à l'Université de l'Alberta qui servira de

cadre à l'enseignement du japonais au Canada. En outre, elle accordera une aide à la conférence de l'Association canadienne d'études japonaises de 1991.

3. le Fonds des projets Pacifique 2000 vise à mieux faire connaître le Canada en Asie. Il comprend des programmes pour les jeunes leaders, un fonds d'éducation et de recherche internationales de même qu'un programme d'aide à certains établissements du Pacifique et à la FAP.

Parmi les projets subventionnés jusqu'à maintenant, mentionnons une visite au Japon de représentants d'établissements d'enseignement du Québec, une étude sur l'utilisation des découvertes technologiques dans les sociétés japonaises, des recherches sur les échanges financiers Canada – Japon et un resserrement des relations parlementaires entre ces deux pays.

4. le Fonds pour les sciences et la technologie au Japon sert à :

- accroître la participation de scientifiques et ingénieurs canadiens à des programmes et projets japonais de recherche-développement d'envergure internationale;
- former du personnel hautement qualifié dans les établissements de recherche japonais de pointe et combler ainsi des lacunes du Canada en matière de sciences et de technologie;
- faciliter l'accès des chercheurs canadiens aux technologies et aux laboratoires industriels japonais jugés importants pour la compétitivité de l'industrie canadienne;

- assurer la participation du Canada à des recherches, à l'établissement de normes et à des initiatives semblables pour faciliter les exportations au Japon.

On a subventionné un large éventail de projets, dont un programme coopératif de placement d'étudiants au Japon, une recherche sur les pêcheries, une étude sur l'influence de l'Arctique sur le climat et le développement conjoint de nouveaux médicaments contre le cancer.

Les relations culturelles entre le Canada et le Japon

Les relations culturelles entre le Canada et le Japon constituent un élément important de nos rapports bilatéraux. La dimension culturelle a en effet renouvelé et revitalisé ces rapports fondés jusque-là uniquement sur les échanges commerciaux, les investissements et le tourisme.

Le Japon étant devenu l'une des principales puissances économiques mondiales, le gouvernement canadien estime qu'il est essentiel de mieux faire connaître et comprendre le Canada au Japon, tout en encourageant les Canadiens à se renseigner davantage sur le Japon. Ainsi, le Canada pourra répondre à tout un éventail de défis et de possibilités dans ce pays.

Pour sa part, le gouvernement japonais attache une grande importance aux échanges culturels. En mai 1988, l'ancien Premier ministre Takeshita a déclaré que la culture formerait le troisième volet de la politique étrangère japonaise, s'ajoutant à la dimension politique et économique.

Dans le but d'éliminer l'incompréhension culturelle, le Canada et le Japon ont élaboré plusieurs mesures visant à promouvoir les interactions et les échanges culturels. L'une d'elles, le processus de consultations culturelles canado-japonaises, prévoit des rencontres à tous les deux ans entre des représentants des deux pays pour discuter des projets qu'ils ont l'intention d'entreprendre au cours des deux années suivantes.

Un autre élément clé, le Programme d'aides-enseignants de l'anglais au Japon, permet chaque année à plusieurs centaines de jeunes Canadiens de se rendre au Japon pour un ou deux ans afin d'y enseigner l'anglais ou de travailler à titre de « conseillers en relations internationales » dans plusieurs localités japonaises. Plus de 1 000 demandes ont été reçues pour 1991-1992, parmi lesquelles 300 seront retenues. Les coûts relatifs au programme sont assumés par le gouvernement japonais.

Au nombre des activités culturelles canado-japonaises se trouvent également les éléments suivants : le jumelage d'une quarantaine de villes et celui il y a 10 ans, de l'Alberta et de l'Hokkaido; de nombreux programmes et prix pour la promotion d'échanges culturels et éducatifs dans le domaine de l'édition et de la télévision; le financement par les deux gouvernements d'expositions, de tournées d'artistes et de groupes d'artistes, et de conférenciers. Un bureau de la Fondation du Japon a ouvert ses portes à Toronto, en novembre 1990.

La nouvelle chancellerie de Tokyo contribuera aussi à resserrer les liens culturels : elle est dotée d'une galerie d'art, d'un auditorium et d'une bibliothèque où se produiront une grande variété d'activités culturelles mettant les artistes canadiens en vedette.

Pendant deux semaines en juillet, « Le Canada à son meilleur - 1991 » présentera à Tokyo, des expositions, des spectacles, des concerts et du cinéma canadien en un programme qui donnera plus de 160 représentations au complexe culturel Bunkamura et dans la nouvelle chancellerie. Les fonds pour ce programme viennent surtout du secteur privé.

La nouvelle chancellerie du Canada à Tokyo

La nouvelle chancellerie du Canada est située sur un terrain de 4,3 acres, dans le district Akasaka de Tokyo, face au palais du prince héritier, rue Aoyamadori. M. Herbert Marler, premier représentant du Canada au Japon, a acheté le terrain au début des années trente car il estimait que le Canada devait avoir des bureaux convenables à Tokyo.

Le gouvernement a approuvé la proposition de M. Marler de financer lui-même le projet. Il a donc acheté la propriété, choisi l'architecte, supervisé les travaux de construction et fait construire une chancellerie et une résidence. Le gouvernement s'engageait à lui rembourser 200 000 \$ à un taux d'intérêt annuel de 5 %, le remboursement du capital n'étant pas exigible avant au moins cinq ans. La chancellerie et la résidence ont été achevées en novembre 1933.

En 1935, le gouvernement du Canada a exercé son option et acheté la propriété et les immeubles de Marler pour la somme de 200 000 \$. En 1952, le ministère des Affaires extérieures a acheté un autre terrain attenant d'environ 1,3 acre au coût de 68 813 \$.

Les intérêts du Canada au Japon prenant de plus en plus d'importance, la chancellerie de 1933 et l'annexe bâtie en 1952 sont bientôt devenues trop exigües pour loger tous les services de l'ambassade et il a fallu louer d'autres locaux à l'extérieur.

En 1985, le gouvernement a décidé de construire une nouvelle chancellerie pour régler le problème d'espace de ses locaux disséminés d'un bout à l'autre de Tokyo. Pour projeter l'image d'un pays moderne et industriel dans un seul édifice à bureaux et, du même coup, faire connaître l'art et la culture canadiens, le gouvernement canadien a approuvé en juin 1985 un plan d'aménagement qui ramènerait sous un même toit toutes les activités.

En décembre 1985, « Mitsubishi Trust and Banking Corporation » et la société de construction « Shimizu Construction » ont été choisis parmi quatre finalistes pour construire des bureaux et des logements sur la propriété. L'architecte torontois Raymond Moriyama, de « Moriyama and Teshima Planners Ltd. », a obtenu le contrat de conception du projet. La résidence de l'ambassadeur, « Marler House », et les jardins sont restés intacts.

Afin de refléter les deux cultures entourant cet immeuble canadien en pays japonais, Moriyama a basé son design sur deux métaphores parallèles. L'une illustre l'esprit industriel du Canada, né de son héritage naturel et réalisé par sa population. L'autre symbolise trois éléments, le ciel (ten), le peuple (jin) et la Terre (chi), qui sont les composantes centrales de « l'ikebana », l'art japonais de la décoration florale.

Moriyama a exprimé ces métaphores partout dans l'immeuble de huit étages, appelé « Place Canada », qu'il décrit en ces termes :

C'est un immeuble divisé horizontalement en trois éléments symboliques. La base rectiligne, en pierre, représente la Terre. Le toit de verre coiffant les quatre étages supérieurs a un profil triangulaire et rappelle le symbole japonais du ciel. Au milieu se trouve le quatrième étage, où les gens des deux pays peuvent échanger idées et expériences.

De granit brun pâle et rose, l'immeuble comprend un certain nombre de caractéristiques uniques : un théâtre de poche de 233 places doté d'une merveilleuse acoustique et d'un excellent système audiovisuel pour des activités culturelles, des conférences et des séminaires; une galerie qui présentera des expositions reflétant la culture et l'art canadiens; un centre ultramoderne de recherche et d'information de 13 000 volumes au service des chercheurs, étudiants et gens d'affaires qui veulent se renseigner sur le Canada; enfin, une salle de réunion et d'exposition de 700 m² avec cuisine, entourée des « Jardins du Canada », représentation topographique de tout le pays, de l'Atlantique au Pacifique.

Les Canadiens Ted Bieler, Warren Carther, Maryon Kantaroff, Kananginak Pootoogook et Gar Smith ont été chargés de créer des œuvres d'art pour les espaces ouverts, notamment la réception. L'élément le plus frappant du concept architectural est un « toit » incliné composé d'un acre de verre réfléchissant mais dont la structure a été conçue pour résister aux secousses sismiques, fréquentes au Japon.

Des investisseurs japonais ont financé le coût de la construction – évalué à environ 200 millions \$ – d'une chancellerie canadienne temporaire pour la durée des travaux, un immeuble à bureaux logeant l'ambassade du Canada, des locaux commerciaux et contenant 23 appartements pour le personnel canadien.

La contribution du gouvernement du Canada se chiffre à environ 16 millions \$, ce qui comprend l'achat des matériaux en provenance du Canada, dont le mobilier, certains matériaux de finition, le matériel de sécurité et de communications, et les frais de l'équipe chargée de superviser la construction.

La chancellerie n'occupera qu'une partie de cet immeuble à bureaux. L'espace excédentaire sera loué par le promoteur pendant environ vingt ans, jusqu'à ce que les investisseurs japonais réalisent leurs objectifs financiers. À la fin de cette période, cet espace excédentaire appartiendra au Canada. Le terrain demeurera la propriété du Canada.

Fiche documentaire sur le Japon

Généralités

Superficie	378 000 km ²
Population	122,8 millions
Capitale	Tokyo
Langue	Japonais
Composition ethnique	Japonais (et quelques minorités, surtout des Coréens et des Chinois)

Politique

Type de gouvernement	Monarchie constitutionnelle
Chef de l'État	L'empereur Akihito
Premier ministre	M. Toshiki Kaifu
Ministre des Affaires étrangères	Le D ^r Taro Nakayama
Ministre du Commerce international et de l'Industrie	M. Eiichi Nakao

Indicateurs économiques*

PIB	3 870 milliards \$CAN
Revenu par habitant	30 032 \$CAN (1989)
Taux de change	1 \$CAN = 117,3 yens (mars 1991)
Taux d'inflation	2,7 %
Taux de chômage	2,3 %
Taux de croissance	4 %

Principaux partenaires commerciaux*

<i>Exportations totales</i> (287 milliards \$US)	<i>Importations totales</i> (234,6 milliards \$US)
1. États-Unis (90,3)	1. États-Unis (52,3)
2. Allemagne (17,8)	2. Indonésie (12,7)
3. République de Corée (17,5)	3. Australie (12,3)
4. Taïwan (15,4)	4. Chine (12,0)
5. Hong Kong (13,1)	5. République de Corée (11,7)

* Données de 1990 à moins d'indication contraire.

Échanges avec le Canada (en millions \$CAN)*

	1986	1987	1988	1989	1990
Importations du Canada	5 908,2	7 036,2	8 708,5	8 749,6	8 171,9
Exportations au Canada	7 626,3	7 550,3	9 267,6	9 549,6	9 517,5
Balance	-1 718,1	-514,1	-559,1	-800,0	-1 345,6

*Principales importations en provenance
du Canada*

Charbon	1 425,5
Bois d'oeuvre	1 013,6
Minerais de cuivre	746,3
Pâte de bois	661,8
Poissons et fruits de mer	511,5

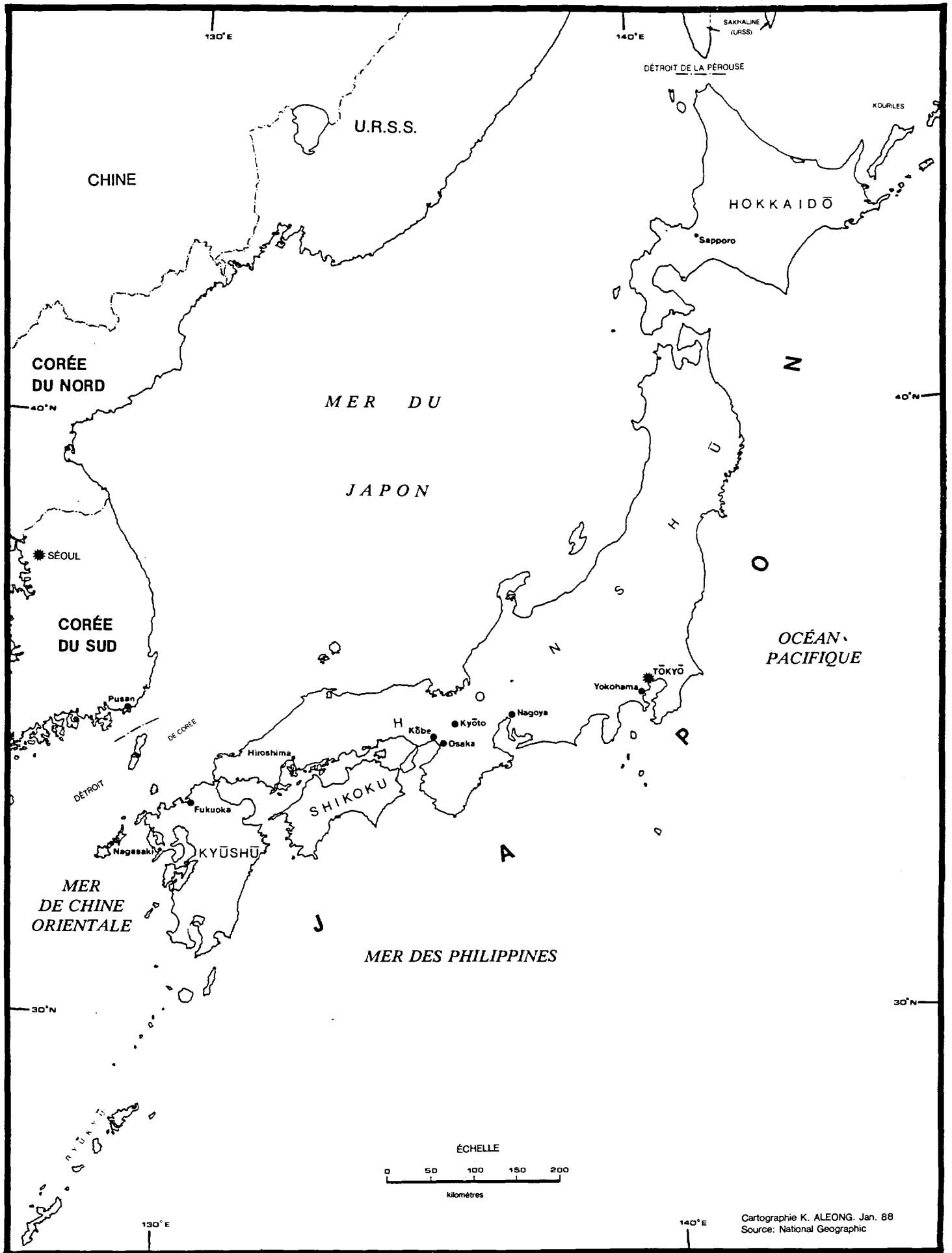
*Principales exportations à destination
du Canada*

Véhicules moteurs	2 970,2
Matériel de télécommunications	1 184,2
Pièces de véhicules	645,3
Ordinateurs	517,1
Instruments de précision	483,6

Principaux débouchés pour les entreprises canadiennes

1. Produits forestiers
2. Produits agricoles et alimentaires
3. Produits du poisson
4. Minéraux
5. Combustible

* Données de 1990 à moins d'indication contraire.



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20065911 1

DOCS

CA1 EA 91V37 EXF

Visit to Hong Kong and Japan by
Prime Minister Brian Mulroney Ma
22-31, 1991 : briefing book. --
43262836



60984 81800

doc
CA1
EA
91V37
EXF



CANADA

CANADA

Visit to Hong Kong

and Japan

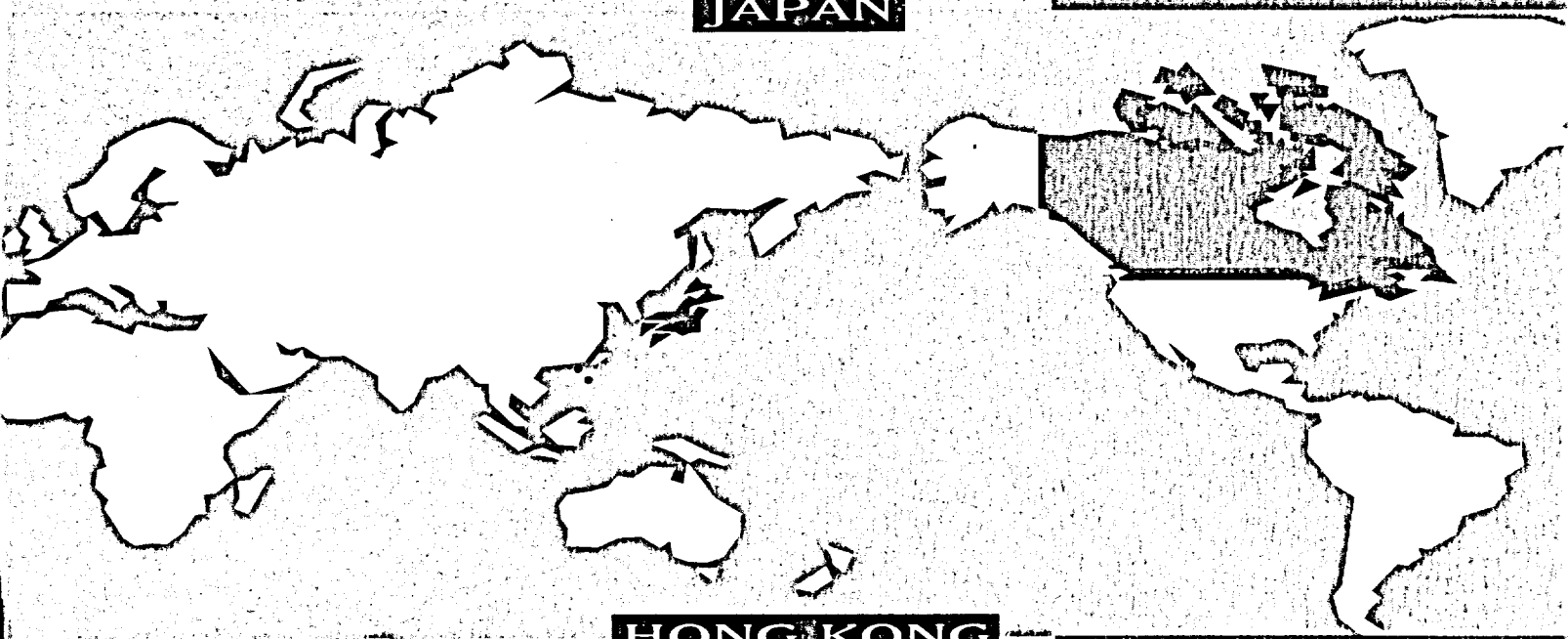
by Prime Minister

Brian Mulroney

May 22-31, 1991

日本

JAPAN



HONG KONG

香港

Briefing Book

.b2427746 (E)
.b2427771 (A)



Visit to Hong Kong

and Japan

by Prime Minister

Brian Mulroney

May 22-31, 1991

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

MAY 21 1992

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

Briefing Book

43-262-836 (e)
43-262-839 (f)



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*

Contents

Prime Minister Brian Mulroney	1
Secretary of State for External Affairs Barbara McDougall	3
Visit to Hong Kong	
Hong Kong Overview	7
History of Canada-Hong Kong Relations	8
Canada-Hong Kong Bilateral Relations	9
Canada-Hong Kong Economic Relations	10
Immigration	12
Canada-Hong Kong Cultural Relations	13
Hong Kong - Fact Sheet	14
Visit to Japan	
Prime Minister Toshiki Kaifu	19
Minister for Foreign Affairs Taro Nakayama	21
The Imperial Family	23
Canada-Japan Bilateral Relations	24
Canada-Japan Economic Relations	25
Co-operation in Science and Technology	27
Pacific 2000	29
Canada-Japan Cultural Relations	30
The New Canadian Chancery in Tokyo	31
Japan - Fact Sheet	33
Map of Japan	

Prime Minister Brian Mulroney

Born March 20, 1939, in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a bachelor of arts (honours) degree in political science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a bachelor of law degree from l'Université Laval at Québec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983, in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was reelected in the riding of Charlevoix, Quebec, on November 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry.

In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.



Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children: Caroline, Benedict, Mark and Nicolas.



**Secretary of State
for External Affairs
Barbara McDougall**

Born in Toronto in 1937, Barbara McDougall studied political science and economics at the University of Toronto, where she obtained a bachelor of arts (honours) degree. She is also a chartered financial analyst.

Mrs. McDougall began her professional career as an economic analyst in banking. She later worked as a market research analyst and as a print and television business journalist. From 1964 to 1974, Mrs. McDougall was an investment analyst in Vancouver, where she specialized in the forest products industry.

From 1974 to 1976, Mrs. McDougall managed portfolio investments; and from 1976 to 1981, she was vice-president of a securities firm. From 1982 until entering federal politics in 1984, Mrs. McDougall was executive director of the Canadian Council of Financial Analysts and a government affairs and financial consultant.

Mrs. McDougall was first elected to Parliament in September 1984, representing the Toronto riding of St. Paul's. She was re-elected in the same riding in November 1988.

In September 1984, Mrs. McDougall was appointed minister of state (finance). In June 1986 she was appointed minister of state (privatization) and minister responsible for the status of women; and in August of that year she was named minister responsible for regulatory affairs.

In March 1988, Mrs. McDougall was appointed minister of employment and immigration. She held that portfolio until her appointment in April 1991 as secretary of state for external affairs.



Mrs. McDougall has chaired the Salvation Army Red Shield Appeal in Toronto and was a director of organizations providing life skills training and serving senior citizens. She has also devoted time as a counsellor to the Oakhalla Provincial Prison for Women and served as a vice-chairperson of the Elizabeth Fry Society of British Columbia.



Visit to Hong Kong



Hong Kong Overview

The territory of Hong Kong represents a spectacular economic success story. The government defines its role as business facilitator, and its philosophy as "positive non-interventionism." Regulations and taxes are kept at a minimum.

With six million people concentrated on less than 700 km² of its 1,074 km² territory, Hong Kong has successfully exploited its geographic position, the dynamism of its people, and its unparalleled transportation, communications, and business structure. This has ensured growth rates averaging nearly 10% a year over the last two decades.

Hong Kong includes Hong Kong Island; the ceded mainland territory of Kowloon; and the New Territories, which consists of the remainder of the mountainous peninsula of Kowloon and numerous islands. The New Territories and adjacent islands are leased from China.

Hong Kong was established as a British trading base in 1841. After 156 years of British rule, the territory will revert to Chinese rule in 1997 – becoming a special administrative region of the People's Republic of China.

This was determined by the December 1984 Sino-British Joint Declaration on Hong Kong, and by the Basic Law promulgated by the National Peoples Congress in April 1990.

Hong Kong is governed under a constitution providing for a governor, an executive council and a legislative council. The latter develops legislation; while the executive council advises the governor in all normal administrative affairs.

Members of both councils are either senior government officials or representatives of the local and expatriate community.

Until recently, all were appointed by the governor. Later in 1991, this will change with the first direct elections of members to the legislative council. Also, the Basic Law provides for increasing the number of elected members of the legislative council after 1997.

The last element of Hong Kong's government structure is the urban council, which has 12 elected and 12 appointed members.

Hong Kong's economy is characterized by its almost total dependence on trade. In 1988, its exports reached \$75 billion, accounting for more than 85% of its gross domestic product. Its main trading partners are China, the U.S., Japan and Western Europe.

Hong Kong is the 13th largest import market in the world, exceeded in Asia only by Japan. In 1989, its imports totalled more than \$75 billion.

Hong Kong produces apparel and clothing accessories, electrical and mechanical equipment, toys, games, sports equipment, clocks and watches. The territory is also one of the world's most important financial, banking and insurance centres.

History of Canada-Hong Kong Relations

The linkages between Canada and Hong Kong stretch back over 200 years. The commercial and immigration focus of the initial contacts have expanded and matured into a comprehensive relationship. This is reflected by the significant official Canadian presence in Hong Kong. Apart from the Canadian Commission, eight provinces are now represented in Hong Kong.

The first recorded arrival of the Chinese in Canada took place in 1788 when Captain John Meares arrived at Nootka Sound on Vancouver Island with 70 workmen from China to build a trading depot. The Fraser River gold rush in British Columbia was a catalyst for emigration, and by 1860 there was an estimated Chinese population of 7,000 on Vancouver Island and in British Columbia. This group was followed in the 1870s and 1880s mostly by young men from Guangdong province who came to construct the Canadian railways.

Canadians first arrived in Hong Kong over a hundred years ago. They were traders on sailing ships, missionaries, and teachers. The Canadian Commission in Hong Kong was set up in 1928, just one year after Canada established its first diplomatic mission in Washington.

During the Second World War, more than 550 Canadians died in the defence of Hong Kong. Their sacrifice is commemorated every December in a ceremony at Sai Wan. Today, the estimated Canadian population in Hong Kong is well over 35,000, not including ever-increasing numbers of visitors from Canada.

Family ties between Hong Kong and Canada continue to expand. Statistics tell the story. During the past four years over 90,000 immigrant visas have been issued to people from Hong Kong. One in seven new Canadians comes from Hong Kong.

Academic ties between Hong Kong and Canada remain very strong. For over a half century Hong Kong's future leaders in business and government have chosen Canadian universities for further education. In 1990, Canada remained the most popular foreign destination for young people embarking on higher studies.

Currently, there are over 14,000 Hong Kong students at universities and schools in Canada, a figure which accounts for one quarter of all foreign students in Canada. In addition, it is estimated that there are over 80,000 graduates of Canadian universities living in Hong Kong.

There are 14 Canadian alumni associations in Hong Kong, including the umbrella Canadian University Association. Within Hong Kong, a number of secondary schools use curriculum approved by Canadian provincial education departments.

The Canadian Chamber of Commerce in Hong Kong, established in 1977, is the largest outside Canada with more than 950 members. Last year it scheduled over 100 events. It publishes a bimonthly magazine, *Canada Hong Kong Business*, with a distribution of over 7,000.

Within Canada, the Hong Kong Canada Business Association, established in 1985, has 11 chapters from coast to coast and over 3,000 members. It is the fastest growing trade organization of its kind in Canada.

The Canadian Club of Hong Kong with over 425 families was established in 1949. In addition to its social activities, the Canadian Club has always supported Hong Kong charities. In 1989, the club donated over \$200,000 to a variety of Hong Kong charitable organizations and causes.

Canada-Hong Kong Bilateral Relations

Canada-Hong Kong relations are good. Canada is perceived as a friend of the territory and supportive of efforts to re-establish confidence in Hong Kong's future. For the past four years, Hong Kong has been Canada's principle source of immigrants (over 28,000 people arrived in 1990).

Historical, trade, and evolving family ties are building bridges between Canada and Hong Kong and contributing to the prosperity of both places. Canada's interests have been reinforced during visits to Canada by the governor of Hong Kong in May 1990 and the chief secretary in November 1990, and by visits to Hong Kong by several Canadian cabinet ministers.

Hong Kong is Canada's fifth most important trading partner in Asia. In 1990, two-way trade totalled \$1.7 billion. Hong Kong was Canada's 12th largest market overall, while Canada was Hong Kong's 6th largest customer.

Hong Kong is also an important source of investment for Canada. In 1990, an estimated \$4 billion flowed to Canada largely associated with immigration movements. Hong Kong investors in real estate or "arms length funds" may draw a much more significant "second wave" of industrial investment from their substantial additional resources and business connections in Hong Kong.

Canada supports the continued autonomy of Hong Kong as established in the December 1984 Sino-British Joint Declaration on Hong Kong, and by the Basic Law promulgated by the National Peoples Congress in April 1990.

Chinese repression of demonstrators in Tiananmen Square in June 1989 exposed potential weaknesses of the declaration as a guarantee of Hong Kong's prosperity. It also resulted in an accelerated loss of confidence by the residents of Hong Kong regarding post-1997 arrangements.

The most hopeful prospects for Hong Kong's future continues to lie in a confidence-building process of bilateral negotiations on the evolution of the territory, increased possibilities for Hong Kong citizens to manage their own affairs, and a continuation of an "open door" policy by China.

To this end, Canada is pursuing a package of confidence-promoting measures designed to complement the efforts of others to ensure a stable and prosperous future for Hong Kong. A major focus of the package is to preserve the informal ties developed through a series of agreements (mutual legal assistance, investment protection, air agreement, film co-production, etc.) that might extend beyond 1997.

An exchange program of officials is also under consideration to familiarize young leaders to the Canadian approach to regulating financial institutions, broadcasting and transport.

Canada-Hong Kong Economic Relations

Canada-Hong Kong economic relations are becoming more complex by the day. Trade and investments are expanding to the benefit of both.

In 1990, two-way trade totalled \$1.7 billion, with Hong Kong enjoying a surplus of almost \$400 million. In 1989, the territory was Canada's 12th largest market, while Canada was Hong Kong's 6th largest customer.

Major Canadian exports to Hong Kong include precious metals, electrical equipment, paper, aluminum products, plastics and mechanical equipment. Major Hong Kong exports to Canada include apparel and clothing accessories, electrical and mechanical equipment, toys, games, sports equipment, clocks and watches.

Hong Kong is an important source of investment for Canada. In 1990, it is estimated that over \$4 billion flowed to Canada, largely associated with immigration movements. Hong Kong investments are concentrated in electronics, textiles, telecommunications, plastics and real estate.

The Hong Kong Canada Business Association, established in 1985, has chapters from coast to coast and over 3,000 members. It is the fastest growing trade organization of its kind in Canada.

Canada also has invested in Hong Kong's economy directly and indirectly for many years. The extensive Canadian commercial links include the presence in Hong Kong of over 75 Canadian corporations, seven Canadian chartered banks, and several insurance companies and other financial institutions.

Hong Kong is the Asian headquarters for some of Canada's major corporations, including Northern Telecom, Alcan, Semi-Tech and Mitel. Canadian insurance companies write over one third of all life insurance policies in the territory. Manulife is one of the bigger employers in Hong Kong.

Canadian firms are also looking to participate in new port and airport development.

The Canadian Chamber of Commerce in Hong Kong, established in 1977, is the largest outside Canada with more than 950 members. In 1990, it scheduled over 100 events. It publishes a bimonthly magazine, *Canada Hong Kong Business*, with a distribution of over 7,000.

Canada believes in the future of Hong Kong and wants to continue doing business with the territory, which is considered an important gateway to China and the rest of Asia.

Canada-Hong Kong Bilateral Trade
(C\$ thousands)

Exports

HS Description	1988	1989	1990
71 Pearls, precious stones, metals	432,711	590,002	264,275
99 Spcl, confidential transactions	137,754	106,331	62,822
85 Electrical equipment	40,876	50,081	40,959
48 Paper and paperboard	44,720	46,825	37,688
39 Plastics & plastic articles	46,044	39,926	29,497
76 Aluminium and aluminium products	44,961	43,958	23,782
24 Tobacco			23,936
12 Oil seeds	20,324	15,835	23,682
84 Mechanical equipment	29,217	23,280	15,000
55 Artificial staple fibres	7,828	13,556	14,828
All categories (Harmonic system 1-99)	<u>986,827</u>	<u>1,049,927</u>	<u>680,223</u>

Imports

62 Clothing, not knitted	203,655	228,106	226,600
61 Clothing, knitted	208,628	223,005	203,057
85 Electrical equipment	175,277	171,533	159,990
84 Mechanical equipment	83,100	82,288	65,200
91 Clocks, watches and parts	57,414	55,969	42,100
95 Toys, games, sports equipment	70,061	44,708	30,350
71 Pearls, precious stones, metals	30,815	36,997	25,830
52 Cotton	33,208	33,806	24,300
90 Optical precision equipment	28,511	28,574	21,500
39 Plastics and plastic goods	29,673	27,488	19,767
All categories (Harmonic system 1-99)	<u>1,152,084</u>	<u>1,160,725</u>	<u>1,058,776</u>
Bilateral trade	2,138,911	2,210,652	1,738,999
Bilateral trade balance to Canada	-165,257	-110,798	-378,553

Immigration

Canada's long tradition of immigration from Hong Kong and southern China has built a network of connections that firmly links Hong Kong and Canada and provides a positive force for change and an important element for future growth.

Immigration from Hong Kong to Canada dates to the middle of the last century; but it was in the 1960s, when Canada introduced universal and non-discriminatory selection policies, that the number of immigrants from Hong Kong sharply increased (1960-69: 37,092; 1970-79: 82,983; 1980-89: 105,908).

In 1990, more than 28,000 residents of Hong Kong landed in Canada. Breaking this down by category, independents accounted for 44%, business migrants for 23%, family class and assisted relatives for 28%, and retirees for 5%. In 1989, immigration from Hong Kong was 19,908; in 1988, 22,836.

Canadian immigration policy is based on the principles of non-discrimination, family reunification, humanitarian concern for refugees and the promotion of Canadian demographic goals. It emphasizes the selection of immigrants who are likely to adapt and contribute to the economic and social development of Canada.

In 1990, people from Hong Kong accounted for 13.6% of the 212,166 new immigrants to Canada. The next largest source countries were Poland (7.8% or 16,492), Lebanon (5.8% or 12,407), the Philippines (5.6% or 11,950), and India (5% or 10,579).

Aside from its immigration program, Canada provides resettlement places for the "boat people" – Southeast Asian refugees who have sought asylum in Hong Kong. Recently, Canada has accepted as many as 1,800 boat people each year for resettlement from Hong Kong.

Given the burden caused by the very large number of boat people who seek refuge in the territory each year, and being a country which operates one of the largest refugee resettlement programs in the world, Canada understands the difficulties faced by Hong Kong.

Through the Comprehensive Plan of Action adopted at the International Conference on Indochinese Refugees in Geneva in June 1990, Canada has participated in the international effort to find lasting solutions for all the asylum seekers in the region, including those in Hong Kong.

Canada-Hong Kong Cultural Relations

Canada-Hong Kong relations have broadened in recent years to encompass a wide range of cultural and academic elements.

With the exception of Tokyo, Hong Kong receives more visits by Canadian cultural groups than anywhere else in Asia. In the past two years alone, performances by Canadian artists in Hong Kong have increased from six a year to an average of two a month.

These include ballet, pipe bands, classical pianists and guitarists, jazz quartets, mime artists, puppet theatre and pop music groups. In Canada, the Chinese Canadian community is making key contributions to Canadian culture.

As a result of these closer cultural links, and due to the great popularity in Hong Kong of Canadian cultural products such as television shows and Rock Demers children films, Canada and Hong Kong are now interested in signing a film and audiovisual co-production agreement which could be one element of a broader cultural memorandum of understanding.

A number of Hong Kong film-makers already have production interests with Canadian organizations and both industries are eager to increase co-operation.

Bonds between Canada and Hong Kong will be further enhanced with "Festival Canada 1991" - a series of over 40 business, cultural, academic, sporting and social events built around the theme "Canada and Hong Kong: Friends Yesterday, Today and in the Future." The festival will take place from June 9 to July 1. It will be followed in 1992 by a Hong Kong promotion in Canada.

Hong Kong – Fact Sheet

Basic data

Area	1,074 km ²
Population	5.81 million (1989)
Capital	Victoria (also called Hong Kong)
Language	English is the language of government and commerce. Cantonese is the most common of the several dialects of Chinese.

Political data

Type of government	British colony administered by an appointed governor, an appointed executive council and a legislative council which includes elected members.
--------------------	--

In September 1984, the British and Chinese governments agreed Hong Kong would return to Chinese sovereignty in 1997. Hong Kong will become a special administrative region and will maintain its existing economic system for 50 years.

Head of state	Governor Sir David Wilson
---------------	---------------------------

Economic indicators

Official inflation rate	10.1% (1989)
Unemployment rate	1.4% (1989)
GDP	US\$85.3 billion (1989)
External debt	US\$1.1 billion (1986)
Per capita income	US\$11,351 (1988)
Average real GDP growth	7.8% (1987-89)
Exchange rate	C\$1 = HK\$6.75

Major trading partners (1988)

Exports (Total: C\$74.7 billion)

1. U.S.
2. China
3. Germany
4. U.K.
5. Japan
6. Canada

Imports (Total: C\$75.4 billion)

1. China
2. Japan
3. Taiwan
4. U.S.
5. Republic of Korea
6. Singapore
21. Canada

Trade with Canada (C\$ millions)

	1986	1987	1988	1989	1990
Imports from Canada	333.4	491.0	1,004.3	1,049.9	680.2
Exports to Canada	1,002.8	1,097.6	1,153.4	1,160.7	1,058.0
Balance	-669.4	-606.6	-149.1	-110.8	-378.5

Major imports from Canada (1990)

Precious metals, etc.
 Special transaction including gold coins
 Electrical equipment
 Paper and paperboard
 Aluminium and aluminium products
 Plastics and plastic articles
 Mechanical equipment

Major exports to Canada (1990)

Apparel and clothing accessories
 Electrical equipment parts
 Boilers, appliance parts
 Toys, games and sports
 Clocks, watches and parts

Main sectors of opportunity for Canadian business

1. Chemical product and petrochem, equipment services
2. Transportation equipment and technology
3. Forest product, equipment, services
4. Mine, metal, mineral product, services
5. Consumer products and services

Canadian representation

The Canadian commissioner is John Higginbotham.
 The senior trade commissioner is Colin Russel.



Visit to Japan



**Prime Minister
Toshiki Kaifu**

Toshiki Kaifu was born January 2, 1931, in Aichi prefecture, west of Tokyo. He studied law at Waseda University in Tokyo, where he graduated in 1954.

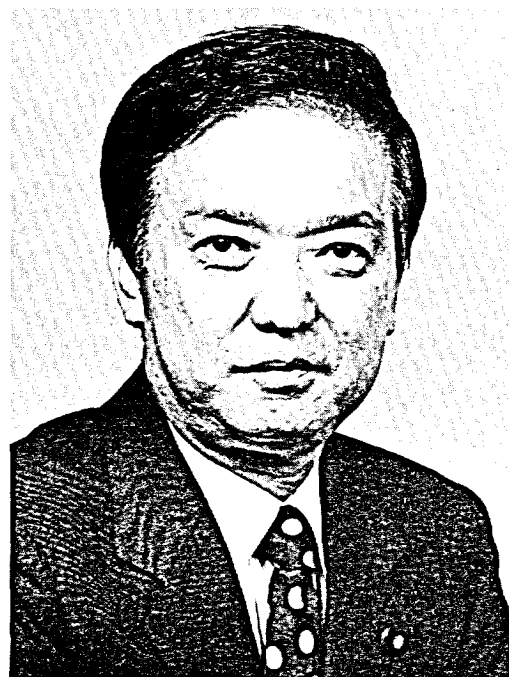
After serving in the office of a diet member, Mr. Kaifu was first elected to the House of Representatives in 1960. He has served in the diet for 11 consecutive terms.

In the early 1960s, Mr. Kaifu headed the student subsection of the Liberal Democratic Party (LDP). He is a member of the Komoto faction within the LDP.

In 1966 Mr. Kaifu was named parliamentary vice-minister of labour. He first entered the cabinet in 1974, when Prime Minister Miki appointed him deputy chief cabinet secretary. In 1976 he was appointed minister of education in the Fukuda cabinet, and he returned to that position in 1985 in the Nakasone cabinet. On August 9, 1989, Mr. Kaifu was elected prime minister.

Mr. Kaifu visited Canada in September 1989 and has since met with Prime Minister Mulroney on several occasions, including the Houston Economic Summit in July 1990 and the World Summit for Children in New York in September 1990.

Mr. Kaifu is married to Sachiyo Kaifu and they have two children.





**Minister for Foreign Affairs
Taro Nakayama**

Born on August 27, 1924, Taro Nakayama studied at the Osaka Medical College and obtained a doctorate in pediatric medicine.

Mr. Nakayama was first elected to the diet's upper chamber in 1968, where he served three consecutive six-year terms. From 1983 to 1985 he was a member of the house of councillors' Committee on Foreign Affairs. Mr. Nakayama was elected to the house of representatives in the 1985 general election.

He had served previously in a cabinet-level position as head of the Management and Co-ordination Agency, and in several Liberal Democratic Party (LDP) positions, including chairman of the LDP Finance Committee, and chairman of the upper house Rules and Administration Committee.

Mr. Nakayama was appointed Minister for Foreign Affairs in August 1989.

Mr. Nakayama and his wife, Hanako, have two sons.





The Imperial Family

Role of the Emperor

The emperor takes on the legal role prescribed in the constitution as "symbol of the state and the unity of the people." His duties, in this regard, tend to be ceremonial and symbolic. The emperor can act in other matters only upon the advice, and with the approval, of the cabinet.

The emperor also performs certain religious functions that are not part of his constitutional responsibilities and are considered "family matters" to be witnessed by small groups within the imperial entourage.

The Emperor and Empress of Japan

The new emperor of Japan acceded to the throne immediately upon the death of his father, Emperor Hirohito, at 6:33 a.m. on Saturday, January 7, 1989. At midnight that day, the Showa era came to an end and the Heisei era (the period of the realization of peace) began. The enthronement ceremony was held in Tokyo on November 12, 1990, in the presence of world dignitaries, including Governor General and Mrs. Ray Hnatyshyn.

Emperor Akihito was born in Tokyo on December 23, 1933. Following his graduation from Gakushuin High School in 1952, he studied politics and economy at Tokyo's Gakushuin University until 1956.

The emperor came of age in 1952, assuming the responsibilities of crown prince. He subsequently took on further representational duties at home and abroad; for example, he attended the coronation of Queen Elizabeth II on behalf of his father. En route to London, he travelled across Canada by train, paying official visits to Victoria, Vancouver, Toronto, Ottawa and Montréal.

The crown prince visited 41 nations in all parts of the world, including Eastern Europe. He presided as honorary president over various associations and meetings, including the International Statistics Society, the Science Council of the Pacific, the International Games for the Disabled and the Marine Exposition in Okinawa.

Given his father's interest in marine biology, it is not surprising that the emperor developed a similar interest at an early age; he has become a recognized expert on the Japanese goby, a small carnivorous fish species. He has published over 20 articles on the goby in the *Journal of the Japanese Ichthyology Society*, of which he is a member. In recognition of his personal expertise, he was selected a member of the Linnean Society of London in 1980 and, in 1983, was appointed a research associate of the Australian Museum in Sydney.

On April 10, 1959, the crown prince married Michiko Shoda, the eldest daughter of a prominent Japanese business executive. Empress Michiko was born in Tokyo on October 20, 1934. She graduated from Sacred Heart Women's University in 1957.

The emperor and the empress took the unprecedented step of raising their children themselves. Their three children – Crown Prince Naruhito, 31, Prince Fumihito, 25, and Princess Sayako, 22 – have reached adulthood within the setting of the nuclear family. The sons, currently second and third in the imperial succession, have studied at Oxford.

Canada-Japan Bilateral Relations

Canada's relationship with Japan has developed rapidly in recent years in a wide range of activities. Trade between our two countries has grown and begun to diversify. Investment has risen, and political and cultural contacts have multiplied. Both Canada and Japan have realized their importance to each other in bilateral, regional and global terms.

The importance and diversity of Canada-Japan relations is underlined by the more than 22 consultative mechanisms that have facilitated the expansion of political, economic and cultural relations.

Prime Minister Mulroney will visit Japan in May 1991 to meet with Prime Minister Kaifu and to inaugurate the new Canadian chancery – a symbol of the importance of the bilateral relationship.

Cumulative direct Japanese investment in Canada has now reached close to \$4.4 billion. Investment flows are concentrated in the pulp and paper, automotive and hotel sectors. Air links between the two countries have expanded and the number of Japanese tourists visiting Canada topped 470,000 last year. Japanese portfolio investment in Canada exceeds \$40 billion, with over one half in Government of Canada bonds.

Canada and Japan show a mutual interest in co-operation in high technology. A study on complementarity in science and technology undertaken by the Canadian and Japanese science councils has provided a set of priorities for strengthened co-operation in key sectors.

Canada-Japan relations are further enhanced through the Pacific 2000 program, part of the Going Global trade strategy. Pacific 2000 is a set of initiatives to enable Canadians to meet the challenge of the dynamic Asia Pacific marketplace.

Activities include support for trade development in key sectors, co-operative projects in scientific research, financial support for the development of language-training facilities and the establishment of new regional trade offices throughout the Asia Pacific, including Japan.

Canada-Japan Economic Relations

Canada-Japan economic relations have expanded substantially over the past few years. The volume of trade has more than doubled since 1985 and has diversified in its composition. Canadian exports of manufactured products, particularly in niche markets, are growing. Japanese investment is on the rise, and tourism from Japan has increased dramatically.

Trade

Japan is the world's second-largest economy and third-leading trading nation. Japan has become Canada's largest trading partner after the U.S. In turn, Canada is Japan's eighth-largest trading partner with total two-way trade in 1990 of \$17.7 billion.

Canadian exports to Japan in 1990 reached \$8.2 billion concentrated in energy, forestry, mineral, agricultural and fisheries products.

Imports from Japan in 1990 were \$9.5 billion. Over one third of Canada's imports from Japan consisted of motor vehicles and related equipment. Other imports included telecommunications equipment, computers and precision instruments.

The main objectives of Canada's trade and industrial development program for Japan are:

1. to protect and expand Canada's market share of resource products;
2. to increase sales of Canadian value-added products and fully manufactured goods;
3. to provide Canadian industry with access to Japanese production and product technologies for immediate use in improving Canada's competitiveness; and

4. to stimulate Japanese investment in the Canadian manufacturing sector.

Many mechanisms beyond the concerted efforts of individual Canadian firms exist to achieve these objectives. Trade associations, academic institutions and foundations, provincial governments and the federal government – led by External Affairs and International Trade Canada – are all strengthening their focus on the Pacific region, and on Japan in particular.

The federal government's \$65 million Pacific 2000 initiative is a clear statement of Canada's commitment in this regard.

The following sectors have been identified for concentrated marketing efforts in 1991-92:

- agriculture and food products and services
- advanced technology products
- fisheries, sea products and services
- transportation systems, equipment and components
- forest products, equipment and services
- consumer products
- tourism
- investment

In parallel with promotional activity, emphasis at the policy level is placed on securing access to Japanese markets bilaterally and through the multilateral trade negotiations of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT/MTN).

Manufactured Goods

Canadian exports of manufactured products have continued to succeed in Japan aided by the opening of many new market sectors. Exports in this sector exceeded \$1.3 billion in 1990 versus \$393 million in 1980.

In addition, Canadian manufactured products sold to Japanese transplant companies in North America were worth another \$800 million; and licensing revenue from products manufactured in Japan was about \$100 million.

Canadian exports of manufactured products to Japan have traditionally been in a wide variety of niche markets. Products or sectors of considerable recent growth include integrated circuits; automotive parts and wheels; helicopters; optical instruments; boats and water sports equipment; forest harvesting equipment; specialty chemicals; data transmission equipment; petrochemicals; computer software; injection molding machinery; aircraft; and defense communication equipment.

Investment

Japanese direct investment in Canada continues to grow. In 1990, cumulative direct Japanese investment in Canada reached \$4.4 billion – more than double its level of 1985. During 1980–1990, Japan moved from eighth largest foreign investor in Canada to third largest behind the United States and the United Kingdom.

Although the United States clearly remains the largest investor in Canada, between 1980 and 1990 it withdrew \$7.4 billion worth of direct investment from Canada. In contrast, there has been a net inflow of investment from Japan of \$3.1 billion during the same period.

The pattern of Japanese investment has also been evolving. In 1980, 42% by value of total Japanese investments were in merchandising, with manufacturing occupying a distant second position at 26%. By 1988, the share for manufacturing had increased to 28%, with mining and petroleum in second place with 27% and merchandising in third place with 24%. By 1990 this relative positioning of investment by sector remained constant.

Currently the three most important sectors for Japanese investment in Canada are pulp and paper, automobiles, and mining (including petroleum). Some 45,000 Canadians are employed in Japanese-affiliated enterprises.

Canada welcomes Japanese investment, as it brings not only financial resources and employment opportunity but also transfer of technology, management know-how and marketing networks to improve the international competitiveness of Canadian industry. Investment is also an important tool for fostering regional development. The investment development program is designed to attract beneficial, value-added investments to Canada.

Tourism

Tourism is an important economic activity between Canada and Japan. Air links between the two countries have expanded; and the number of Japanese tourists visiting Canada topped 470,000 last year. Japanese travellers to Canada in 1990 generated some \$314 million, airfare excluded.

Japan is second only to the United Kingdom in the number of overseas tourists visiting Canada. Meanwhile, total Canadian travel to Japan was estimated at 50,000 visitors.

Co-operation in Science and Technology

Canada's relations with Japan in the area of science and technology have been intensifying in recent years. The Canada-Japan Study of Science and Technology Complementarity, requested jointly by Prime Minister Mulroney and former Prime Minister Takeshita and launched in 1988, made recommendations upon which relations have expanded. A key recommendation was to establish the Japan Science and Technology Fund.

Substantial bilateral co-operation goes back to the early 1970s and is co-ordinated through the 1986 Canada-Japan Agreement on Co-operation in Science and Technology. There are approximately 85 projects under the agreement, ranging from simple information exchange to long-term collaboration between institutes in joint research, researcher exchanges and sharing of facilities.

Recent initiatives, both bilateral and multilateral, include the complementarity study, the Japanese-led Human Frontiers Science Program, and the Canada-Japan Space Panel.

The complementarity study specified certain high priority areas for mutual collaboration, including space, biotechnology and biosciences, and the environment. It laid the foundation for a new era in bilateral relations. The complementarity study also led to the creation by Canada of the Japan Science and Technology Fund (JSTF) in 1989.

The JSTF is a five-year \$25 million fund to promote joint scientific and technological development and to help to create strategic partnerships in sectors of domestic priority. The JSTF, which is the largest part of the Pacific 2000 Strategy, is a strong indication that Canada places top priority on its collaboration with Japan.

One of the projects being developed with JSTF assistance is the Co-Op Student Placement Program, which will place Canadian science and engineering students in Japanese companies on work terms. The objective of the program is to develop a Canadian pool of young scientists and engineers with practical experience in Japanese industrial practices and research environment. A number of private sector research and development (R and D) projects have also received JSTF support.

Another benefit of the complementarity study was the creation in 1989, following a Canadian proposal, of the space panel, which includes representatives of the public and private sectors of the two countries. Space is both the most important and the most intensive area of collaboration between Canada and Japan.

Research is currently going on in earth observation, micro-gravity, and solar terrestrial science and space astronomy. Other projects include research in space communications and life sciences.

Closer Canada-Japan technology links are also being forged through an industrial co-operation arrangement signed between Japan's Ministry of International Trade and Industry and Industry, Science and Technology Canada. The purpose of the industrial co-operation arrangement is to encourage more joint ventures, licensing agreements, joint research and development and two-way investment between the private sectors of both countries. The Technology Inflow Program at External Affairs and International Trade Canada has assisted Canadian small- and medium-sized enterprises to identify and acquire international technology.

Japan's 1988 "White Paper on Science and Technology" proposed two fundamental changes in direction: a rapid increase in basic research spending; and the "internationalizing" of Japanese science and technology. Japan now leads the U.S. in terms of R and D expenditures compared to gross national product (3.19% vs 3.06%). Also, the Japanese file the largest number of patent applications compared to any other country in the world.

The Human Frontiers Science Program is the most visible manifestation of the new Japanese emphasis on basic research and on international collaboration in the area of science and technology. The framework for the program has been established with a secretariat in Strasbourg, France. The initial focus of collaboration is molecular and neurobiology. Canada fully supported the creation of the program and helped develop a consensus on its structure and implementation.

Canada recognizes that science and technology is important in its bilateral relationship with Japan. Enhancement of links with Japan and increased involvement of the private sector are key objectives.

Pacific 2000

In 1989, the Government of Canada announced a new strategy to strengthen Canada's position in the Asia Pacific. Known as the Pacific 2000 initiative, it presents an integrated approach to international trade, science and technology, and investment. The strategy is designed to reflect more effectively Canada's economic priorities and the interests of Canadian industry. As the dominant economic player in the region, Japan features prominently in Pacific 2000.

The total funding established in 1989 for Pacific 2000 was \$65 million spread over five years. There are four major components, including:

1. the Pacific Business Strategy, which supports sustained promotional initiatives in key sectors, encourages the formation of strategic business linkages and will expand Canada's trade representation in the region.

Funds have been used to support market initiatives in building products and exporting red meat to Japan. Support will be provided to enhance our regional presence in Japan.

2. the Asian Languages and Awareness Fund provides for programs to develop language training facilities, assists with curriculum development, provides incentives for Asian language training, and encourages teacher training in Canada.

Two major centres have been established for these purposes in Toronto and Vancouver, while the Asia Pacific Foundation (APF) administers many of these programs. The APF expects to fund a curriculum project at the University of Alberta to serve as a framework for Japanese language education in Canada. The fund will also support the 1991 Canadian Association of Japanese Studies conference.

3. the Pacific 2000 Projects Fund is designed to strengthen Asian awareness and appreciation of Canada. It includes young leaders programs, international education and research funds and support to selected Pacific institutions and the APF.

Projects supported to date include a visit by a consortium of Quebec educational institutions to Japan, a study of the utilization of technological developments in Japanese corporations, research on Canada-Japan financial flows, and enhanced Japan-Canada parliamentary relations.

4. the Japan Science and Technology Fund is designed to

- increase the participation of Canadian scientists and engineers in relevant world-class Japanese research and technology development programs and projects;
- train highly qualified personnel in state-of-the-art Japanese research facilities and thereby fill identified gaps in Canada's scientific and technological capabilities;
- facilitate access to Japanese technologies and industrial laboratories considered important to the competitiveness of Canadian industry; and
- collaborate in research, standards setting and similar initiatives to facilitate exports to Japan.

A wide variety of projects have been funded, including a co-operative student placement program in Japan, fisheries research, a study of the influence of the Arctic on weather and climate, and the joint development of new anti-cancer drugs.

Canada-Japan Cultural Relations

Canada-Japan cultural relations are an important part of the bilateral relationship. No longer a relationship based solely on trade, investment and tourism, the cultural dimension renewed and revitalized the relationship.

With the emergence of Japan as one of the world's leading economic powers, the Canadian government is vitally interested in expanding knowledge and understanding of Canada in Japan, and in encouraging Canadians to become more aware of Japan so Canada can respond to a host of challenges and opportunities with that country.

For its part, the Japanese government views cultural diplomacy as a foreign policy priority. In May 1988, former prime minister Takeshita declared that culture would form the third pillar of Japanese foreign policy, along with political and economic dimensions.

With a view to eliminating cultural misunderstanding, Canada and Japan have developed a series of tools to promote cultural interaction and exchange. One is the Canada-Japan cultural consultations process, where representatives of the two countries meet every two years to discuss initiatives they plan to undertake.

Another key element is the Japan Exchange and Teaching Program. Each year, several hundred young Canadians go to Japan for a year or more to teach English or work as co-ordinators for international relations in different cities and towns. For the 1991-92 program, more than 1000 applications were received for 300 positions selected. The cost of the program is covered by the Japanese government.

Other components of the Canada-Japan cultural relationship include twinning of over 40 cities and, 10 years ago, the twinning of Alberta and Hokkaido; programs and awards to promote cultural and educational exchange in such fields as publishing and television programming; the sponsorship by both governments of tours by artistic groups and individuals, performers and lecturers. In November 1990, the Japan Foundation opened an office in Toronto.

The new Canadian chancery in Tokyo will further enhance cultural relations. The chancery's facilities - a gallery, theatre and library - will host a variety of cultural activities and showcase Canadian talent.

In Tokyo, "Great Canada 1991" will showcase Canadian visual and performing arts and film through a program of over 160 presentations at the Bunkamura cultural complex and the new chancery. This initiative is funded mainly by the private sector.

The New Canadian Chancery in Tokyo

The new Canadian chancery is situated on a 4.3-acre site in the Akasaka district of Tokyo, opposite the crown prince's palace on Aoyamadori. The land was purchased in the early 1930s by Canada's first minister to Japan, Herbert Marler, who believed it was important that Canada have access to suitable legation office accommodation in Tokyo.

The Canadian government of the time approved Marler's plan to finance the project himself. Marler bought the property, selected the architect, supervised the construction contracts, and built a chancery and a residence. The government agreed to repay Marler's \$200,000 outlay at 5% interest a year, with repayment of the capital portion not required for a least five years. The chancery and Marler's residence were completed in November 1933.

Exercising its option, the Canadian government bought the property and buildings from Marler in 1935 for \$200,000. A second and adjoining piece of property of approximately 1.3 acres was purchased by the Department of External Affairs in 1952 for \$68,813.

As Canada's interests in Japan became more and more important, the embassy outgrew both the original 1933 office and the annex that had been built across from it in 1952. Other off-site offices and accommodation were rented.

By 1985, new chancery was made required to solve overcrowding in facilities located throughout Tokyo. To project the image of a modern, industrial nation in a single office building – one that would also showcase Canadian art and culture – the Canadian government approved a development plan in June 1985 that would consolidate all operations under one roof.

In December 1985, Mitsubishi Trust and Banking Corporation and Shimizu Construction were selected from four finalists to develop the property for office and living accommodation. Toronto architect Raymond Moriyama, of Moriyama and Teshima Planners Ltd., was contracted to design the project. The ambassador's residence, Marler House, and adjacent gardens were preserved.

In order to reflect the cultural duality of a Canadian building in Japan, Moriyama based his design on two parallel metaphors. One portrays Canada's industrial spirit, arising from her natural heritage and activated by her people, while the other symbolizes three elements of heaven (ten), people (jin) and earth (chi) which are central to "ikebana," the Japanese art of flower arranging.

Moriyama expressed these metaphors through the eight-storey building "Place Canada." In his own words:

A horizontally split building is divided into three symbolic components. The rectilinear base of stone represents the earth. The glass enclosed roof sheltering the upper four storeys is triangular in profile and recalls the Japanese symbol for heaven. In the middle is the fourth floor, the place where the people of the two countries can exchange experiences and thoughts.

Clad in light brown and pink granite, the building includes a number of unique features: an intimate 233-seat theatre with exquisite acoustics and a fully equipped audiovisual system available for cultural events, lectures and seminars; a gallery to display special exhibits and collections of Canadian works of art and culture; a state-of-the-art research and information centre

housing 13,000 volumes for Japanese scholars, students, and businesspersons seeking information on Canada; a 700 m² conference and display space equipped with kitchen facilities and surrounded by "Canada Garden" – a topographical representation of the country from the Atlantic to the Pacific.

Canadians Ted Bieler, Warren Carther, Maryon Kantaroff, Kananginak Pootoogook and Gar Smith were commissioned to produce works of art for the chancery's public space, including the lobby. The most striking element of the design is a sloping, reflecting "roof" consisting of more than a acre of glass. The entire structure has been designed to resist earthquakes that are common in Japan.

At a cost estimated to be about \$200 million, Japanese investors financed the construction costs of a temporary Canadian chancery for the duration of the work, an office building containing the Canadian embassy and commercial tenants, plus 23 residential units for Canadian staff.

The direct cost to the Canadian government was about \$16 million, which covered additional Canadian-supplied materials consisting mainly of furnishings, furniture, security and communications equipment, and support of the project office which supervised the construction.

As part of the office building which houses the chancery is surplus to Canada's immediate requirements, space will be rented out by the developer for about 20 years, until certain financial objectives are realised by the Japanese investors. At that time, the surplus area will be owned by Canada. The land remains Canadian property at all times.

Japan – Fact Sheet

Basic data

Area	378,000 km ²
Population	122.8 million
Capital	Tokyo
Language	Japanese
Ethnic background	Japanese (Korean, Chinese minorities)

Political data

System of government	Constitutional monarchy
Head of state	Emperor Akihito
Prime minister	Toshiki Kaifu
Minister for foreign affairs	Taro Nakayama
Minister of international trade and industry	Eiichi Nakao

Economic indicators*

GDP	C\$3,870 billion
Per capita income	C\$30,032 (1989)
Exchange rate	C\$1 = 117.3 yen (March 1991)
Inflation rate	2.7%
Unemployment rate	2.3%
Economic growth	4%

Major trading partners*

<i>Exports</i> (Total: US\$287 billion)	<i>Imports</i> (Total: US\$234.6 billion)
1. U.S. (\$90.3)	1. U.S. (\$52.3)
2. Germany (\$17.8)	2. Indonesia (\$12.7)
3. Republic of Korea (\$17.5)	3. Australia (\$12.3)
4. Taiwan (\$15.4)	4. China (\$12.0)
5. Hong Kong (\$13.1)	5. South Korea (\$11.7)

* 1990 figures unless otherwise specified.

Trade with Canada*

<i>(C\$ millions)</i>	<i>1986</i>	<i>1987</i>	<i>1988</i>	<i>1989</i>	<i>1990</i>
Imports from Canada	5908.2	7036.2	8708.5	8749.6	8171.9
Exports to Canada	7626.3	7550.3	9267.6	9549.6	9517.5
Balance	-1718.1	-514.1	-559.1	-800.0	-1345.6

Major imports from Canada (C\$ millions)

Coal	1,425.5
Lumber	1,013.6
Copper ores	746.3
Wood pulp	661.8
Fish, seafood	511.5

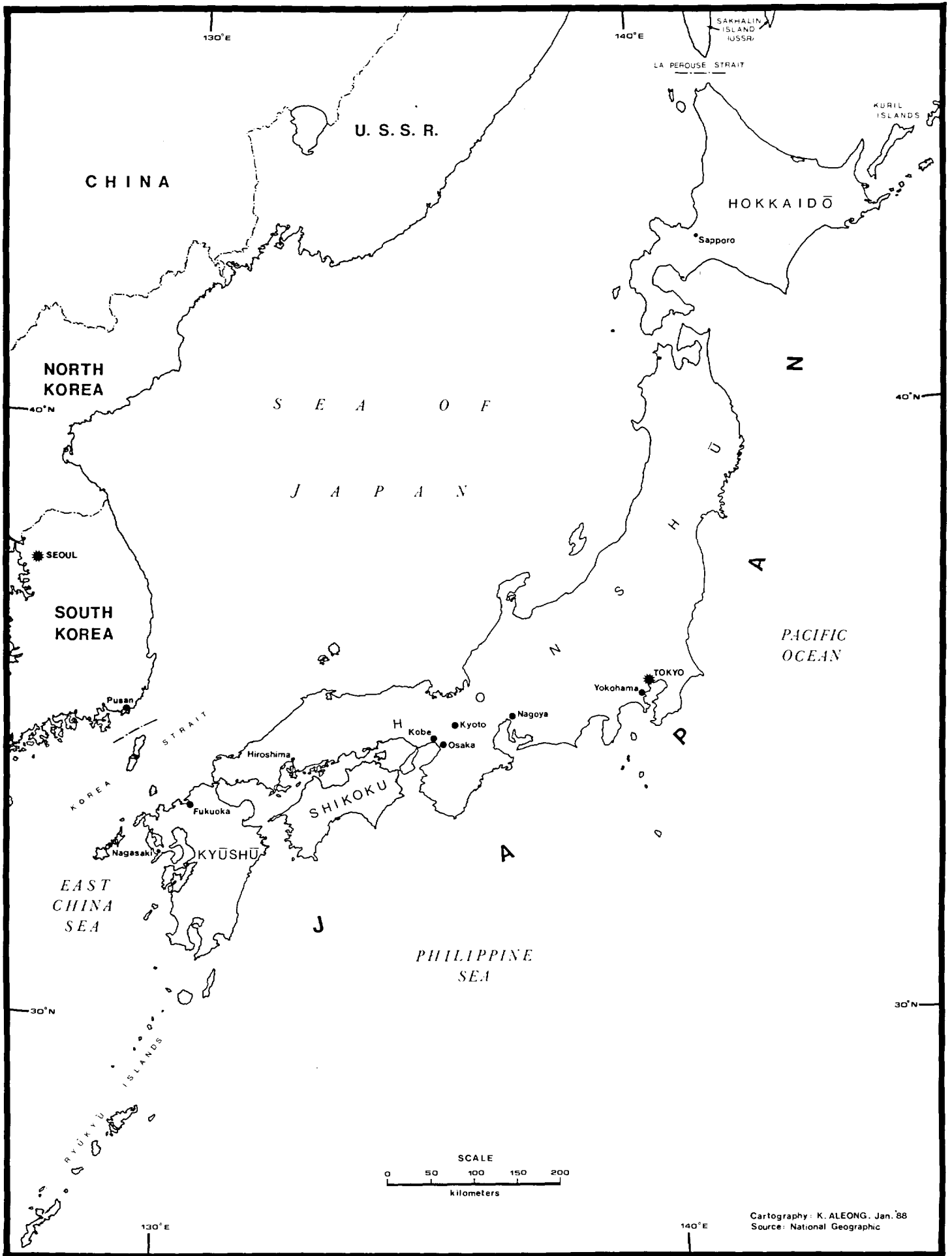
Major exports to Canada (C\$ millions)

Motor vehicles	2,970.2
Telecommunications equipment	1,184.2
Vehicle parts	645.3
Computers	517.1
Precision instruments	483.6

Main sectors of opportunity for Canadian business

1. Forest products
2. Agriculture and food products
3. Fisheries products
4. Minerals
5. Fuels

* 1990 figures unless otherwise specified.



Cartography: K. ALEONG, Jan. '88
Source: National Geographic